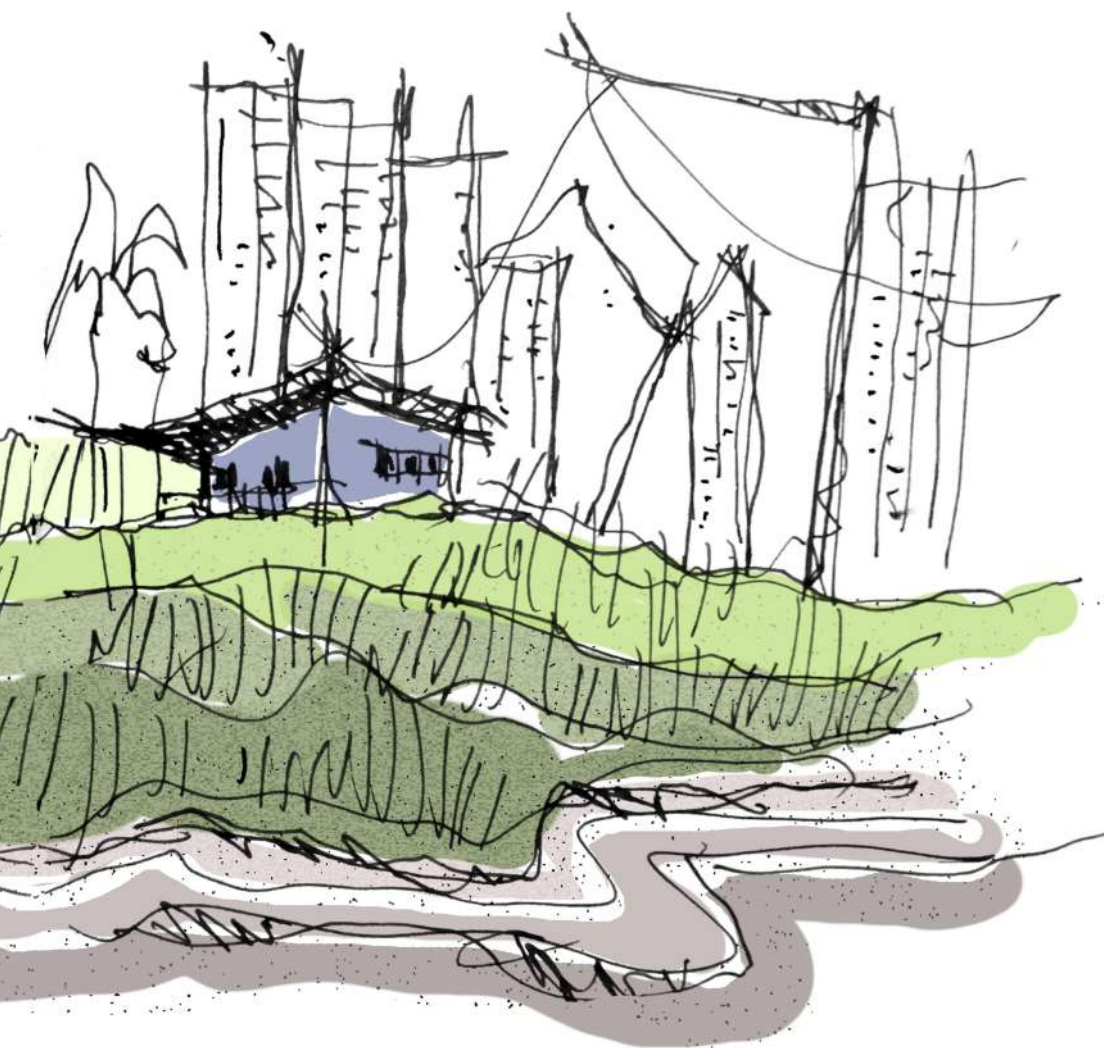


LA MARGE N°2

Journal du DSA

Réalisé par les étudiants du DSA-Architecture et Projet Urbain
École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville



école nationale
supérieure
d'architecture
de **paris-belleville**

Avant propos

Abel Gaugry

Éminemment pluriels, les territoires présentés dans ce journal tentent de retranscrire les treize cheminements de nos douze mois de DSA. Si certains des lieux ici contés furent véritablement arpentés, d'autres sont plus lointains et résonnent à distance avec nos pratiques actuelles.

Ils ont été traversés, sillonnés, dessinés, photographiés, pratiqués ou à peine entraperçus. Pressentis, objets d'une étude à venir ou source d'un intérêt passé, fugaces, mais toujours vivants et intrigants. Parcourus durant un jour, quelques semaines ou même ayant occupé un pan de nos vies, ces morceaux du monde sont aussi à l'image de la diversité de notre équipe. Mosaïques, ils racontent la multitude de nos expériences territoriales et urbaines.

Pourtant, ces treize territoires racontent tous, à leur manière, l'ébranlement commun de nos rapports au monde. Ce que la période actuelle entraîne. Les crises environnementales perturbent les équilibres à toutes les échelles, et nos regards avec. Ceux-ci interrogent alors autant nos manières de produire les territoires que les usages qui les percutent et les traversent. Des crises sociales et politiques à la compréhension profonde du vivant, les sites et projets dépeints ici actent un changement d'époque. Ils masquent en tout cas difficilement ce que chacun de nos projets de semestre ont profondément intégré : une nouvelle conscience du monde, un rapport terrestre au territoire.

Ces articles positionnent l'urbaniste comme acteur critique, sans renoncement face aux enjeux contemporains et respectueux des sites et de leurs histoires. Car ces treize territoires constituent un temps consolidé qui revendique sa nature profonde. Qu'ils soient en tension ou en évolution, de production ou de transformation, l'essence de ces lieux vit et demeure.

Ces quatre chapitres scandent ainsi un propos dont le fil conducteur ne doit jamais nous éloigner du sol et du vivant. La fresque qui accompagne l'entrée de chacun de ces chapitres traduit ce rapport fin, précis et intime que nous tâchons d'entretenir avec les sites. Un rapport profond que rappellent les parenthèses photographiques glissées au milieu de ce propos. Elles nous plongent de nouveau dans les territoires arpentés ces derniers mois dans le cadre des projets du DSA. De la Seine aval à Phnom Penh. Alors, les mots posés sur ces feuilles tentent de nous faire repartir. Toujours avec ce regard terrestre, critique mais sensible, qui ne nous a quittés. Ces mots racontent treize histoires territoriales et treize chemins qui nous replacent du monde entier au cœur du monde...

LA MARGE N°2

Avant-propos	02
Sommaire	04
Préface	06
Tensions	
Territoire néolibéral	10
Territoire sacré	16
Territoire colonisé	22
Productions	
Territoire pédologique	30
Territoire exploité	36
Territoire renaturé	42
Transformations	
Territoire frugal déconcentré	50
Territoire transitoire	56
Territoire recyclé	62
Territoire métamorphosé	68
Evolution	
Territoire éphémère	76
Territoire nouveaux	82
Territoire non résilient	88

PRÉFACE

Patrick Henry, responsable scientifique et pédagogique DSA Architecture et projet urbain

TENSIONS

Territoire néolibéral

Le cas des éradications à Santiago du Chili et son impact
sur la ségrégation urbaine

Diego Olguín Leiva

Territoire sacré

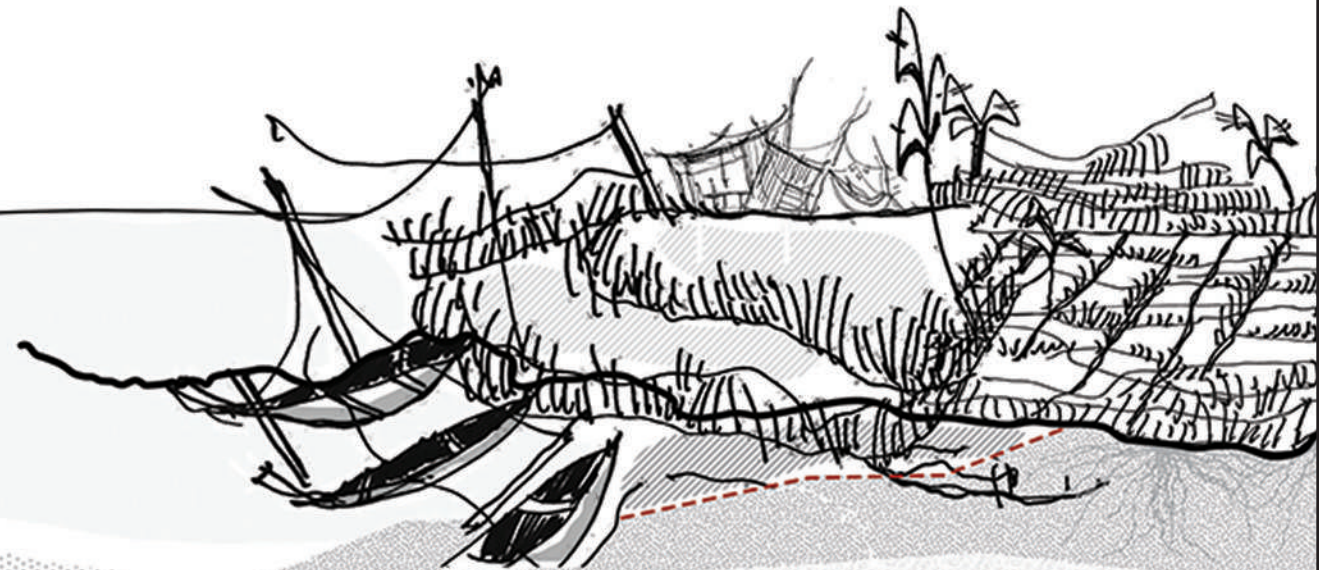
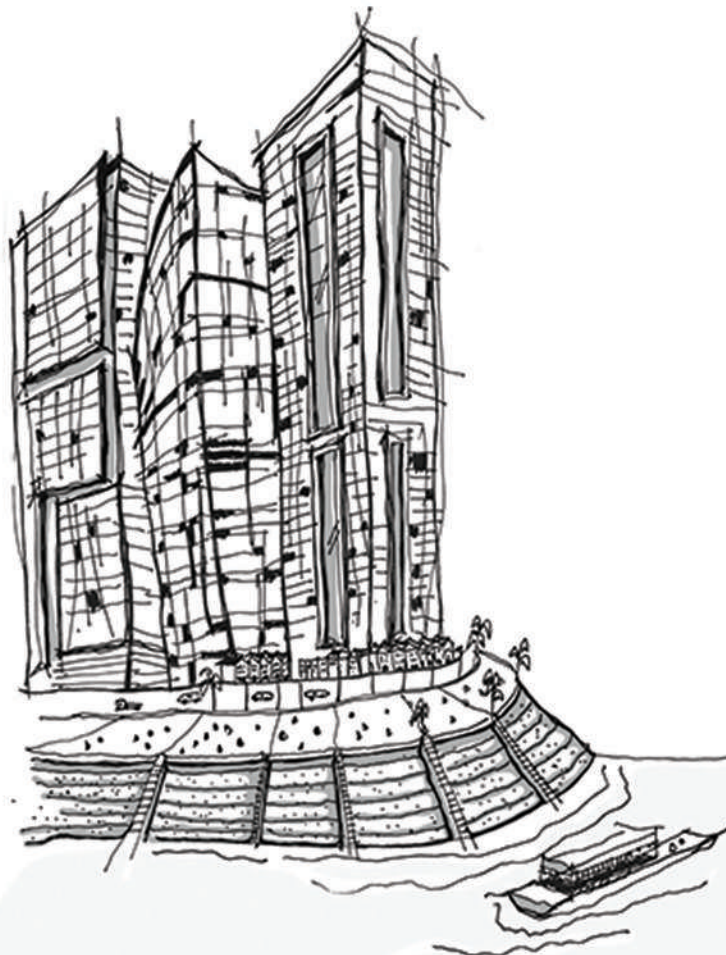
Des frontières floues entre espaces publics et espaces
sacré.

Jad Oueidat

Territoire colonisé

Aux origines de l'urbanisation de la vallée de la Soummam
en Algérie

Sofiane MOURI



Territoire néolibéral

Le cas des éradications à Santiago du Chili et son impact sur la ségrégation urbaine.

Diego Olguín Leiva

Pendant la dictature militaire au Chili (1973-1990), une série de réformes basées sur l'idéologie néolibérale ont été introduites, affectant non seulement les bases de l'économie (privatisations massives, libéralisation des marchés) et les conditions de vie de la population mais aussi la configuration de la ville. Entre 1979 et 1985, des déplacements massifs de population ont lieu, déplaçant des milliers de personnes des quartiers centraux de Santiago vers la périphérie. Ce processus a eu des conséquences profondes sur la configuration de la ville notamment sur la ségrégation spatiale et sociale.

À partir du milieu des années 70, le gouvernement militaire adopta et appliqua le système néolibéral proposé par les «Chicago Boys», un groupe d'économistes chiliens formés à l'Université de Chicago par Milton Friedman (1). Pour ce faire, ils mirent en oeuvre une série de "politiques de choc" visant à libéraliser le marché et à réduire l'ingérence de l'État dans tous les domaines économiques et sociaux. Parmi celles-ci figurait une politique de développement urbain de marché, qui aura de forts effets sur les villes, tels que l'élimination des limites urbaines en incorporant des milliers d'hectares de terrains, auparavant agricoles, en périphérie des villes.

En outre, sur cette période, près de 30.000 familles furent éradiquées du centre-

ville vers des zones périphériques de la ville, à plus de 10 km (figure 1), dans le cadre d'un projet néolibéral visant à transformer la ville en un espace de libre marché, réorganisant l'espace urbain en fonction des intérêts économiques et modifiant considérablement la localisation et l'expérience spatiale des secteurs urbains marginalisés de Santiago, transformant la périphérie en un espace d'exclusion et de marginalisation, éloignée des opportunités d'emploi, d'éducation et des services en général.

Les nouveaux logements se sont révélés dépourvus de services et d'équipements, et ne disposaient que d'un accès très limité aux transports en commun pour les relier au reste de la ville (2). Ces « programmes d'éradication » ont eu des effets négatifs sur les familles déplacées, car elles ont eu besoin d'une période d'adaptation à un nouvel environnement, rendant difficile la construction de réseaux sociaux de voisinage, la déconnexion des réseaux d'information, d'aide et d'emplois disponibles dans leur ancien quartier. De plus, elles ont dû assumer les coûts supplémentaires liés à un plus grand nombre de déplacements nécessaires pour accéder aux emplois, écoles ou zones commerciales. Cela, ajouté à la politique de libéralisation du sol urbain, a produit une ville étendue, diffuse et ségréguée.

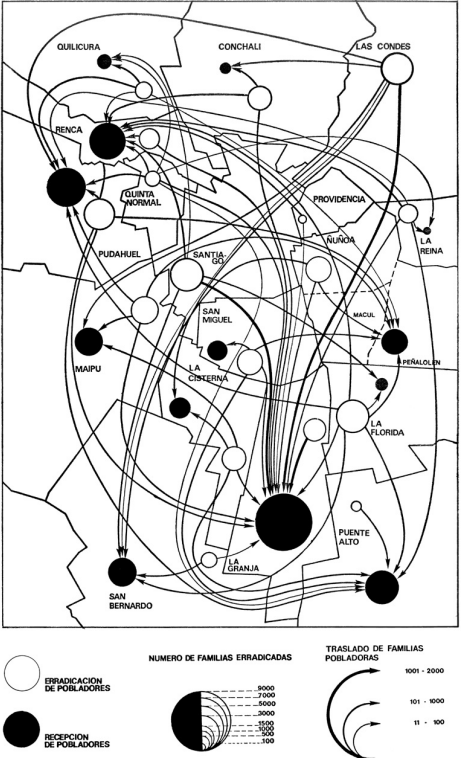


Extrait de journal de l'époque. Les habitants sont transférés par camions vers les nouveaux quartiers. Source: «El Cabildo de Santiago», mai 1983.

Au-delà de la description du processus d'éradication, il est important de s'interroger sur la ville en tant qu'espace d'inclusion et d'intégration des différences sociales, et si la planification de la ville doit être soumise au marché ou non, et analyser comment l'application de certaines politiques a conduit à la configuration d'une ville qui a intensifié la ségrégation entre ses habitants..

Dans ce sens, il est important de remettre en question les politiques urbaines qui privilégient la rentabilité économique au détriment de la justice sociale et de la qualité de vie de la population.

Quel typologie ou modèle de ville produit un système néolibéral, et quelle ville ces politiques d'éradication ont-elles créée ? Est-il possible de penser à une ville qui ne reproduit pas les inégalités sociales et qui est un espace d'appartenance et de coexistence

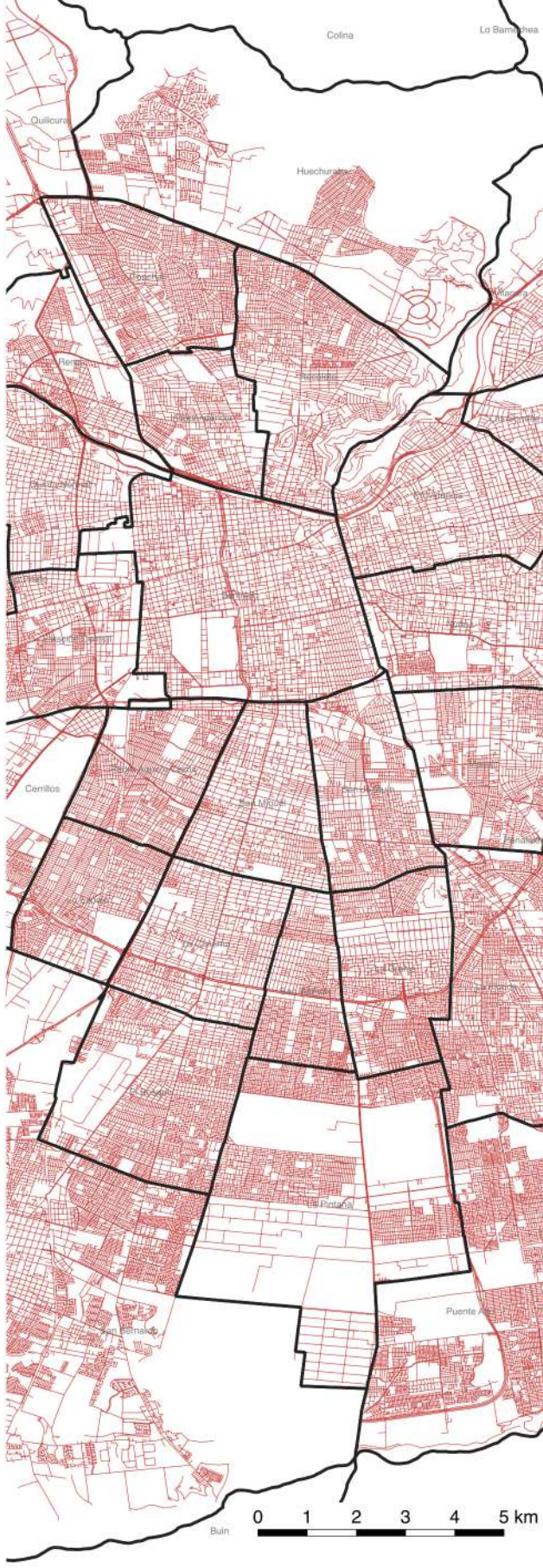


Graphique montrant le mouvement de la population dans les éradications, par commune d'origine et de destination. Source: Morales, E. y Rojas, S.

pour tous ses habitants ? Comment pouvons-nous promouvoir l'inclusion sociale dans la planification urbaine et architecturale ? Quelles sont les implications à long terme de ces politiques sur le développement urbain et sur le développement des sociétés ?

Dans le cas de Santiago, l'exclusion des quartiers les plus pauvres de la ville et la concentration des groupes de pouvoir dans les zones les plus riches ont généré un espace urbain fragmenté et ségrégué. La ville est devenue un espace d'exclusion, où l'appartenance à une zone géographique détermine la qualité de vie et les opportunités de ses habitants, et cela a signifié la stigmatisation de vastes secteurs de la population, renforçant la ségrégation sociale (3, 4).

Extrait de la carte de Santiago du Chili. Source: élaboré par l'auteur.





Images aériennes de 2022 de différents quartiers résultant des éradications. Source: Google Earth

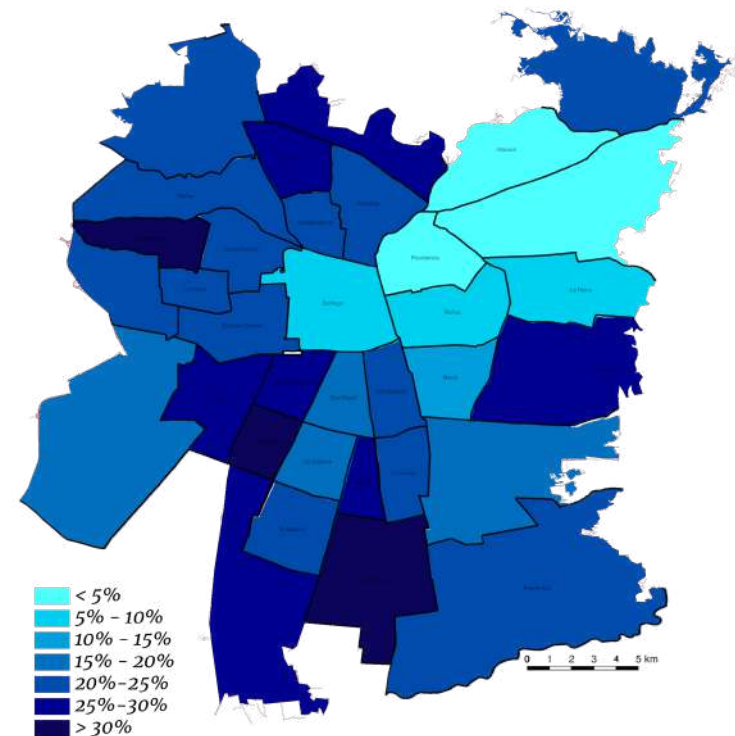


Figure 2. Taux de pauvreté multidimensionnelle à Santiago, par commune. Élaboré par l'auteur, basée sur des données de «Fundacion Sol»

De mon point de vue, la ville ne peut pas être un espace d'exclusion et de marginalisation, mais doit être un lieu de convivialité et d'appartenance pour tous ses habitants.

Les architectes, urbanistes et autres acteurs de la planification urbaine doivent tenir compte des objectifs d'équité territoriale et de cohésion sociale dans leurs pratiques. La promotion de l'inclusion sociale, l'amélioration des transports en commun, l'accès à des services et des équipements de qualité, la mise en place de politiques de logement abordable, la qualité et le rôle de l'espace public, ainsi que la participation citoyenne et le dialogue avec les différents acteurs impliqués dans la configuration urbaine sont essentiels pour la construction d'une ville plus démocratique, participative et durable.

En conclusion, le cas de Santiago du Chili pendant la dictature militaire met en évidence la nécessité de prendre en compte l'impact des politiques économiques et sociales sur la configuration urbaine des villes. Le processus d'éradication massive et la mise en œuvre de politiques de développement urbain axées sur le marché ont eu des conséquences profondes sur la ségrégation spatiale et sociale de la ville, générant des inégalités dans l'accès aux services et aux opportunités entre les différents secteurs de la population, qui se sont perpétuées et accentuées.

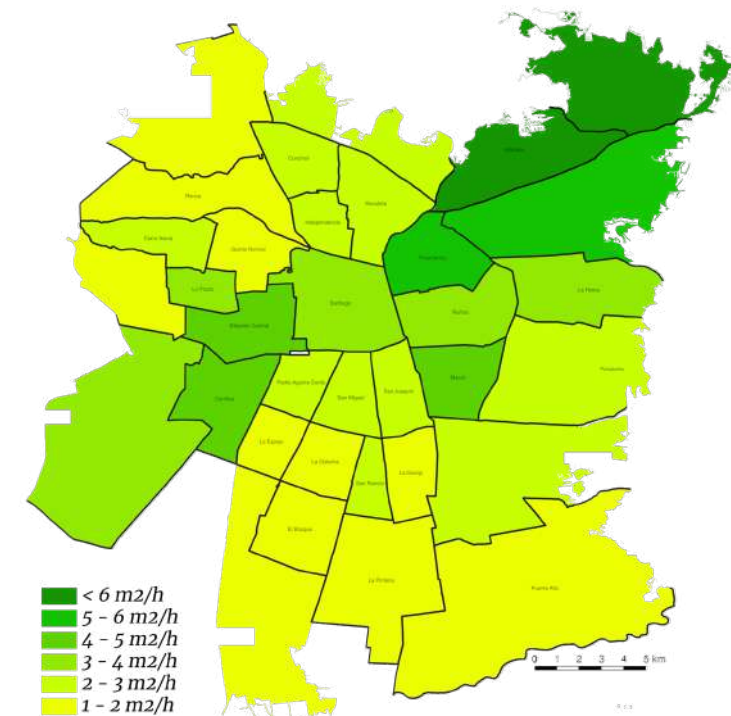


Figure 3. Surface de zones verts à Santiago, par commune, en m2/hab. Élaboré par l'auteur basée sur des données de «Plataforma Urbana»

Notes:

(1) L'École de Chicago est un courant de pensée économique qui s'inscrit dans la vision libérale de l'économie. Sa figure emblématique était Milton Friedman, qui a reçu le prix Nobel d'économie en 1976 et qui a conseillé les gouvernements de Ronald Reagan et Margaret Thatcher, entre autres. Dans les années 70, des étudiants de l'Université catholique du Chili ont été formés à l'école de Chicago, et ils ont été surnommés les «Chicago Boys». Après le coup d'État, ces économistes ont été recrutés par le gouvernement militaire et ont commencé à mettre en œuvre des programmes économiques néolibéraux, ce qui a été rendu possible grâce à une répression violente de l'opposition politique et du mouvement ouvrier.

(2) En 2015, après des améliorations dans le système de transport de la ville, le temps de déplacement d'une commune périphérique vers le lieu de travail était encore deux fois plus long que pour une commune aisée, arrivant même

à deux heures pour l'aller et deux heures pour le retour.

(3) La pauvreté multidimensionnelle est jusqu'à 6 fois plus importante dans les communes périphériques que dans les communes aisées (fig. 2).

(4) Les communes aisées quadruplent les communes les plus pauvres en m2 de zone verte par habitant (fig. 3).

Bibliographie

- Celedón Forster, Alejandra. "Operación Piloto. Santiago en tres actos". [http://dx.doi.org/10.32995/rev180.Num-43.\(2019\).art-609](http://dx.doi.org/10.32995/rev180.Num-43.(2019).art-609)
- Harvey David, "Rebel Cities. From the Right to the City: Social Justice to the Urban Revolution", Ediciones Akal, 2013
- Mitchell, Don. «The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space.» The Guilford Press, 2003

Territoire sacré

Des frontières floues entre espaces publics et espaces sacrés

Jad Oueidat

Le « sacré » est un élément central pour toutes les communautés libanaises. À Beyrouth, des marques religieuses sont visibles dans l'espace public et sont liées aux idéologies politiques héritées de la guerre civile. Ces marques sont des expressions de la reconquête du territoire. Pour exemple, j'ai grandi dans une rue qui, auparavant faisait partie de la ligne de démarcation entre l'Est et l'Ouest de Beyrouth. Cette ligne, aussi appelée « la ligne verte », sépare les zones chrétiennes des zones musulmanes. Après la guerre civile, la ligne a été démantelée, les zones réunies, mais les cicatrices de la guerre civile persistent et restent visibles dans la ville de Beyrouth.

Le Liban connaît 18 communautés religieuses coexistant sur son territoire. Les chiites sont principalement répartis entre la partie sud de Beyrouth, le sud du pays et la région de la Békaa. Les sunnites quant à eux vivent majoritairement dans la partie ouest de Beyrouth et dans le « Liban-Nord ». Les druzes sont principalement installés dans les régions d'Aley, du Chouf et dans le sud du Mont-Liban. Les chrétiens, maronites et orthodoxes, peuplent le Mont-Liban ainsi que plusieurs enclaves dans les régions à majorité musulmane.

L'omniprésence de la religion façonne et organise activement le territoire et les espaces publics. Chaque communauté identifie sa région comme la sienne d'où l'existence des dénominations : « régions

chrétiennes », « régions musulmanes », « régions druzes ». Ces répartitions conduisent à la création de nouvelles formes urbaines qui reflètent et renforcent les divisions confessionnelles. Les espaces d'entre-deux sont désormais des lieux de négociation, de friction ou de réconciliation. Il existe diverses manières de démarquer un territoire à Beyrouth. Par exemple, la municipalité de Hadath, au sud-est de Beyrouth, interdit aux chrétiens de louer ou de vendre leurs biens immobiliers à des musulmans, craignant que le pourcentage d'habitants chrétiens diminue. La municipalité du village de Fnaydek quant à elle, dans le village de Akkar, a décidé d'interdire la vente d'alcool dans la bourgade, sous prétexte d'atteinte aux libertés individuelles. Même les ingrédients du fameux « shawarma » libanais peuvent différer d'une région à une autre.

Les divisions confessionnelles ont également influencé les infrastructures de transport et de circulation routières. Des axes routiers peuvent être fréquentés comme ils peuvent être évités selon la communauté religieuse des personnes et ce en raison de leur perception de « zones à risque ». La configuration des infrastructures de transport peut contribuer à l'isolement de certaines communautés. Historiquement, les chiites au Liban ont été marginalisés et ont fait face à des inégalités socio-économiques et politiques. Les ressources et les opportunités de développement ont toujours été entre les mains des communautés sunnite et

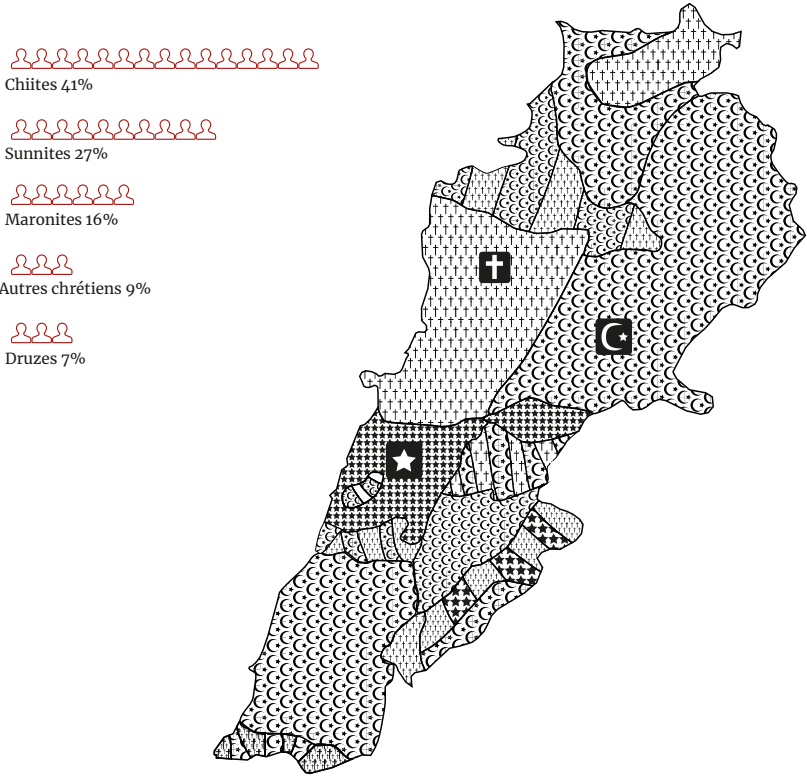


Figure 1: Division confessionnelle
Source: Jad OUEIDAT, Mai 2023

chrétienne, laissant les chiites dans des conditions de pauvreté et de privation relative. Cette marginalisation a conduit à un sentiment de frustration au sein de la communauté chiite. Face à ces défis, des mouvements politiques et sociaux ont émergé pour défendre les intérêts de la communauté chiite. Parmi ces mouvements, le Hezbollah s'est distingué en tant qu'acteur clé. Il a émergé dans les années 1980 en tant qu'organisation paramilitaire et a rapidement gagné en popularité en offrant des services sociaux, tels que des écoles, des hôpitaux et des programmes de soutien financier, pour répondre aux besoins de la population chiite marginalisée. Après la guerre civile, la banlieue sud est devenue un bastion du mouvement politique et militaire du Hezbollah, qui a joué un rôle prédominant dans la région. Cette concentration d'une communauté spécifique a contribué à une ségrégation résidentielle, renforçant ainsi les divisions entre la banlieue sud et d'autres

parties de Beyrouth. La banlieue sud de Beyrouth suscite différents a priori liés à son territoire, à ses acteurs politiques et à sa population. Ces perceptions interpellent la plupart des habitants de l'agglomération beyrouthine qui ont une connaissance de cet espace principalement à travers les médias ou des contacts visuels souvent distants.

La guerre civile de Beyrouth a été marquée par des divisions profondes basées sur des lignes religieuses, politiques, et territoriales. Les générations qui ont vécu les guerres civiles ont été exposées à des pertes humaines et des déplacements forcés. À l'époque, la guerre a entraîné une fragmentation physique de Beyrouth, avec des quartiers séparés par des lignes de front et des barricades. Aujourd'hui, malgré les efforts déployés pour promouvoir la réconciliation, les barricades se sont transformées en barrières psychologiques et sociales entre les habitants. Les préjugés, les stéréotypes et la méfiance envers les autres ont été exacerbés



Fig. 2. Beyrouth au cœur des tensions irritées
Source: Jad OUEIDAT, Juin 2023



Fig. 3. Ain El Mrayse
Source: Sama BEYDOUN Avril 2021 Beyrouth



Fig. 4. Prière du vendredi à la station, protester contre la crise du carburant
Source: Hassan AMMAR- Jiyeh

par les événements de la guerre et continuent d'influencer les interactions sociales. Ces barrières contribuent à maintenir les divisions et à limiter les opportunités de rencontre, de dialogue et de réconciliation entre les communautés. Les séquelles complexes issues de la guerre ont conduit à une ségrégation résidentielle entre les communautés. En effet, les individus ont été incités à vivre dans des quartiers ou leur propre groupe religieux est majoritaire, créant ainsi des enclaves communautaires et renforçant la division entre les différentes parties de la ville.

Par ailleurs, il existe des pratiques d'appropriation de l'espace public pour raison religieuse qui n'obéissent à aucune logique de revendication territoriale. L'occupation de l'espace public à Beyrouth pour des activités ou des fêtes religieuses offre aux communautés religieuses la possibilité de manifester leur présence et de partager leurs croyances avec le reste de la société. Dans ces cas, la religion est souvent moins une

question de foi individuelle qu'un instrument utilisé pour atteindre un objectif politique. Il y a des périodes de l'année reconnues comme « sacrées » par chaque communauté. Ils influencent directement la scène urbaine de Beyrouth pendant l'Achoura pour les chiites, Pâques et Noël pour les chrétiens, le Ramadan pour les sunnites, l'Adha pour tous les musulmans, y compris les Druzes. Par exemple, l'Achoura commence le premier jour du calendrier Hijra et dure dix jours. Pour les chiites, c'est une période sacrée et triste de commémoration de la mort de Hussein, tué par les successeurs sunnites autoproclamés du Prophète. Cependant, ce même jour est une fête joyeuse pour les Sunnites qui décorent les espaces publics et emmènent leurs enfants dans des foires en plein air. On constate qu'un espace peut accueillir différentes festivités religieuses sans engendrer de tension. La reconversion de l'espace public en un lieu de prière pourrait être causée par une nécessité d'occuper plus d'espace. Pendant la crise de



Fig. 5. Vendredi Saint
Source: @blogbaladi Avril 2023

l'essence, des fidèles se sont agenouillés pour prier un vendredi au centre de centaines de voitures et d'automobilistes qui entourent une station d'essence au sud de Beyrouth. Le cheikh Ali al Hussein a animé la séance pour mettre en lumière les souffrances endurées par les personnes qui ne pouvaient pas faire la queue pour acheter du gaz lors de la pire crise économique du Liban.

Pour conclure, le sacré sert d'instrument de domination du territoire. L'ensemble des pratiques d'appropriations de l'espace public ainsi que les politiques adoptées par les autorités publiques dessinent de nouvelles « lignes vertes » qui morcellent la ville de Beyrouth, des frontières invisibles qui peuvent être franchies avec la même prudence que pendant la guerre civile.

Sources

- 1-Corm, G., 2009. «Religion et géopolitique: une relation perverse». *La revue internationale et stratégique*. Eclairages, 76: hiver
- 2-Harb, M., 2007. «La banlieue du Hezbollah : un territoire détruit, une lutte renouvelée». in: Mermier, F. & Picard, É. *Liban. Une guerre de 33 jours*, Paris, La Découverte
- 3-Homsy, G. & Gottwalles, (sous dir.) 2008. *Espaces religieux du Liban*, 1, Beyrouth, Université Saint-Joseph, Collection «Espaces religieux du Liban»
- 4-Talhouq, R., 2011. *Société civile et communauté religieuse dans la société libanaise contemporaine*.

Territoire colonisé

Aux origines de l'urbanisation de la vallée de la Soummam en Algérie.

Sofiane MOURI

Sous l'impulsion de la révolution industrielle au milieu du 19^e siècle, les grands empires européens ont accéléré leur course effrénée de conquête de territoires dans le but d'exploiter les ressources et les humains qui s'y trouvent. À titre d'exemple, l'entreprise coloniale française en Algérie va déployer des efforts considérables pour implanter et construire des infrastructures (ports, chemins de fer, digues, ponts...) ainsi que des formes urbaines (des villes et des villages) pour occuper, organiser et exploiter les territoires colonisés. Cette démarche basée sur le progrès technique et sur le mode de vie occidental considéré alors comme universel va transformer de manière durable les paysages et le fonctionnement des territoires conquis. L'urbanisme a-t-il servi d'outil pour orchestrer la conquête, l'exploitation et le développement de ces territoires ?

La colonisation de l'Algérie, un histoire d'urbanisme

Durant les quarante premières années de présence française en Algérie sous l'autorité militaire (1830 - 1870), les ingénieurs du génie alors responsable de l'aménagement des villes et du territoire vont proposer de mettre en place un réseau de places militaires fortes à l'échelle du pays reliés par des infrastructures de transport comme des routes balisées et entretenues suivi par le chemin de fers (Grande révolution de l'époque). Ce réseau inclut :

- *Les Grandes villes ottomanes transformées*, des lieux existants adaptés au mode de vie français par différents travaux comme le pavage, l'alignement et la plantation des rues, la construction de places publiques, de jardins, d'immeubles d'habitation et d'équipements comme les églises, les mairies... ou encore la projection de réseaux d'alimentation en eau ainsi que un système d'égouts.
- *Les centres de colonisation*, des lieux de vie fortifiés nouvellement créés situés dans les zones rurales. Ces derniers regroupent dans l'enceinte leurs murs des équipements publics, des camps militaires ainsi que des lotissements résidentiels destinés aux colons européens qui désirent s'installer en Algérie pour exploiter gratuitement les fins des concessions agricoles d'environ de 7 à 25 hectares.

L'objectif du déploiement de ce grand réseau était d'abord militaire. Il fallait ceinturer l'ensemble de ce grand territoire conquis par la force avec une présence conséquente et permanente de contingents pour pouvoir faciliter le mouvement des troupes, intervenir rapidement en cas de révolte et enfin protéger les premiers peuplements européens qui ont commencé à s'installer pour exploiter les sols et ressources.

En 1848, un événement va chambouler l'essor et le développement des possessions françaises en Algérie. La métropole promulgue un décret qui divise ces territoires

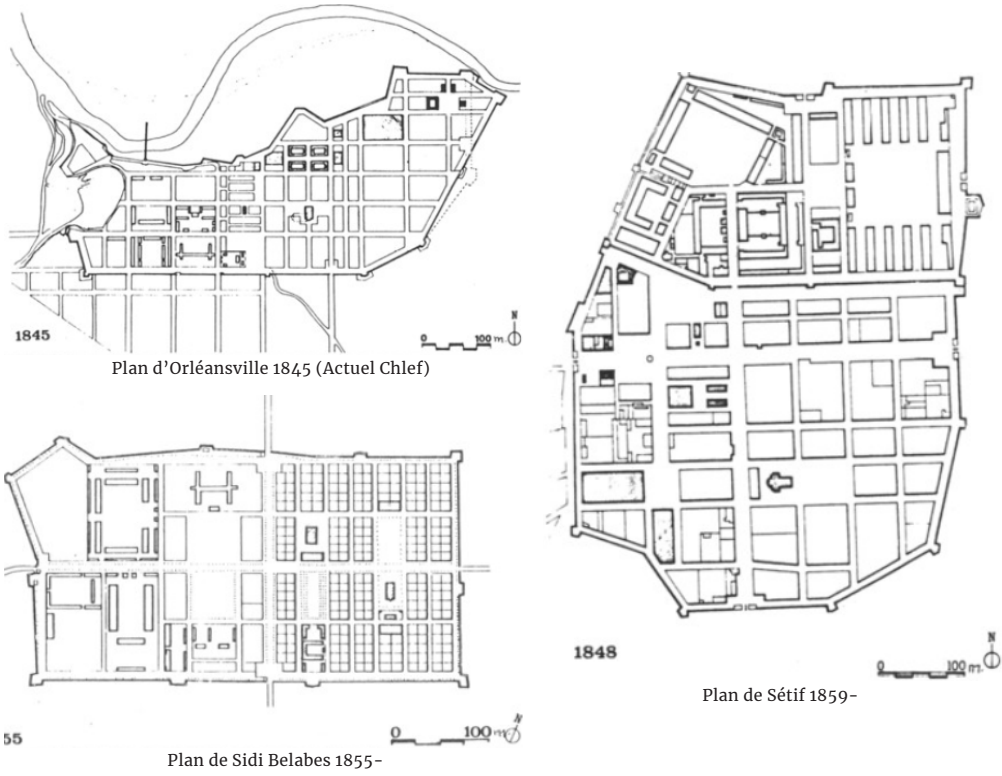


Fig. 1. Les centres de colonisation en Algérie, de la table de dessin au territoire
Source: Aleth PICARD-MALVERTI, Juin 1989, Nanterre

de l'autre côté de la méditerranée en trois départements français à part entière. Cette décision va officialiser la volonté des autorités françaises de peupler de manière pérenne ces territoires conquis 18 ans auparavant. D'après la chercheuse Christine Mussard, c'est environ 501 793 ha qui furent livrés à la colonisation en trente ans sur des terres qui appartenaient à l'administration turque, aux notables turcs, aux tribus qui ont combattu la France, aux habous (fondations religieuses) ou qui étaient des marécages incultes viabilisées. Comment va s'organiser la colonisation de l'Algérie sous le prisme de l'urbanisme pour favoriser l'ancrage des institutions et des populations occidentales ?

De l'occupation militaire au grand projet de territoire

Suite à l'annexion de l'Algérie à la France comme département, les ingénieurs du génie vont capitaliser sur leurs observations, réflexions et expériences sur site initiées

au début de la colonisation. Ils vont ainsi construire un corpus qui regroupe différents enseignements, règles et prescription pour tracer les centres de colonisation. Le chercheur Aleth Picard-Malverti dénombre trois éléments qui caractérisent l'édification d'un centre de colonisation qu'il soit ville ou village :

- *Le dessin d'ensemble*, ce dernier correspond au tracé de l'enceinte et au dessin de la ville à l'intérieur de ses limites avec la régularité comme obsession dans le tracé des rues et des places.
- *La répartition d'équipements en réseaux*, la mairie et l'église se côtoient généralement sur la place centrale, elles sont les vecteurs de la présence française. En second plan, on trouve les équipements nécessaires à la vie quotidienne comme le théâtre et le marché, les écoles... Enfin en périphérie, les équipements qui présentent un risque sanitaire comme les hôpitaux ou les abattoirs ou encore le quartier arabe.

Fig. 2. Importation du vocabulaire Occidental (Place 1^{er} novembre ex-Gueydon)
Source: Sofiane MOURI, Mai 2023, Béjaïa (Algérie)





Fig. 3. Le réseau des centres de colonisation la trame d'urbanisation du territoire
Source: Sofiane MOURI, juin 2023, La vallée de la Soummam (Algérie)



Fig. 4. Vers La fin de la ruralité sur les routes de la vallée de la Soummam?
Source: Sofiane MOURI, Mai 2023, Oued ghir/Béjaia (Algérie)

- **Le découpage du sol**, juxtaposition d'un quartier civil et militaire, ces derniers sont séparés par un boulevard, par une enceinte intérieure ou complètement intégré dans le territoire grâce à des îlots spécialisés (militaire, civil ou résidentiel).

Les centres de colonisation fabriquent des lieux de vie aux formes simples et rationnelles inspiré d'un vocabulaire importé de la tradition occidentale. Ce sont des projets dessinés en plan puis projetés de manière stratégique sur le territoire, le long des réseaux de transport (train, routes viabilisées ou ports) et des ressources (les plaines fertiles, les plateaux, les cours d'eau). Le choix du lieu d'implantation est primordial pour encourager l'immigration de nouvelles populations européenne et favoriser une exploitation optimale des territoires. D'après la chercheuse Christine Mussard, le déploiement des réseaux des centres de colonisation est une des clés principales de la conquête des territoires

concernés, ils vont matérialiser de manière physique la présence des institutions de la France sur les territoires conquis ainsi que la réalité coloniale caractérisée par la violence, l'exclusion ainsi que la domination.

La stratégie d'occupation militaire des premiers temps incertains de la colonisation de l'Algérie a pu se transformer en un modèle d'urbanisme d'action large qui aborde la question du territoire à travers différents paramètres contemporains comme les infrastructures, la planification des sols ainsi que les formes urbaines. Quelles sont les conséquences de l'application du modèle des centres de colonisation sur les territoires conquis ? Quel héritage a pu léguer ce système qui avait pour objectif d'asservir les populations et les ressources ?

Les centres de colonisation, les embryons de l'urbanisation sans limite de la vallée de la Soummam

Suite à l'échec de l'insurrection de 1871 de Mokrani et Cheikh Aheddad en Kabylie provoqué par la décision de passer d'un pouvoir militaire à un pouvoir civil, les autorités coloniales vont s'approprier 352 259 hectares sur les plaines de la vallée de la Soummam appartenant à plus de 141 tribus. Avant la pacification de la région, la vallée formait une bande de terres étroite et fertile cernée par des montagnes escarpées (Gouraya, Akfadou, Bibans, Djurdjura). Elle alimente en eau de source un oued qui irrigue les sols et qui traverse le territoire pour rejoindre la méditerranée et la ville portuaire de Bejaia (ex-Bougie). On y pratique une polyculture (marchéage, agrumes, oliviers, figues...) ainsi que l'élevage. Vu les surfaces réduites de terres arables, les habitants se regroupent dans des villages perchés sur les collines et les montagnes. La rareté des sols agricoles arables ont fait une ressource de premier plan dans ce territoire. Enfin, les terres appartenaient à aux différentes tribus et non pas aux individus, il est de même pour les récoltes qui sont stockées, consommées ou encore vendues à part égale entre les membres de la même tribu.

De 1872 à 1874, Les autorités coloniales vont décider d'implanter des centres de colonisation tout au long de l'oued de la Soummam pour occuper et exploiter les plaines. Cette décision va être accompagnée par d'autres actions pour conforter un projet de territoire plus global comme :

- L'expulsion des Autochtones vers les zones montagneuses et le morcèlement des terres des tribus confisquées en concessions qu'ils distribueront aux colons (sous forme d'un système métayage).
- Le tracé d'une ligne de chemin de fer long de 88 km en 1879 en parallèle à l'oued de la Soummam. Cette infrastructure permet de relier le cœur productif de la vallée aux ports méditerranéens de Bejaia et d'Alger, points de liaisons avec la métropole
- La spécialisation des sols par la plantation d'agrumes pour développer une économie basée sur l'exportation.

Aujourd'hui, la vallée de la Soummam forme un réseau tentaculaire de petites

et moyennes villes le long de l'Oued de la Soummam et du chemin de fer. Les centres-bourgs qui ponctuaient autrefois la ruralité agricole semblent être les points de départ d'une dynamique d'étalement en périphérie de ses limites. On assiste progressivement à l'effacement des limites entre ville et campagne pour faire place à une entité urbaine sans limite. Le processus d'urbanisation initié par l'administration coloniale française en 1872 semble inarrêtable. Les plaines agricoles fertiles qui bordent les centres bourgs sont en proie au remembrement parcellaire et à l'artificialisation de ses sols pour accueillir le développement massif de projets de logements ou de zone industrielles afin de répondre aux objectifs de croissance infinis de notre siècle.

Conclusion

La colonisation de l'Algérie a non seulement légué des formes urbaines et des infrastructures mais a aussi importé une certaine vision du territoire productif inspiré du modèle français avec son lot de réflexions, de questionnements et de problématiques. On pourrait dire que la colonisation fut l'une des premières étapes vers la globalisation des approches et des solutions au détriment des spécificités d'un territoire.

Bibliographie:

1-MUSSARD,Christine «L'obsession communale, La Calle, un territoire de colonisation dans l'Est algérien. 1884-1957», Livre, Presses universitaires de Provence, Aix, 2018.

2-FERRAUD,Laurent-Charles «Histoire de Bougie», Livre, Bouchène, Saint-Denis,2001.

3-MUSSARD Christine, ZYTICKI Colette «Villages de colonisation en Algérie», Article, In: Isabelle Surun «La France et l'Afrique 1830-1962», Atlante, Paris, 2020, p.374-376.

4-PICARD-MALVERTI,Aleth «Lotissements et colonisation : Algérie, 1830-1970», Article, In: Villes en parallèle, n°14, juin 1989, Nanterre,«La ville fragmentée. Le lotissement d'hier et d'aujourd'hui», pp. 214-237.

PRODUCTIONS

Territoire pédologique

Faire du projet de sol avec les sols, pour le sol

Sarah Rodriguez Milmoun-Rezig

Territoires exploités

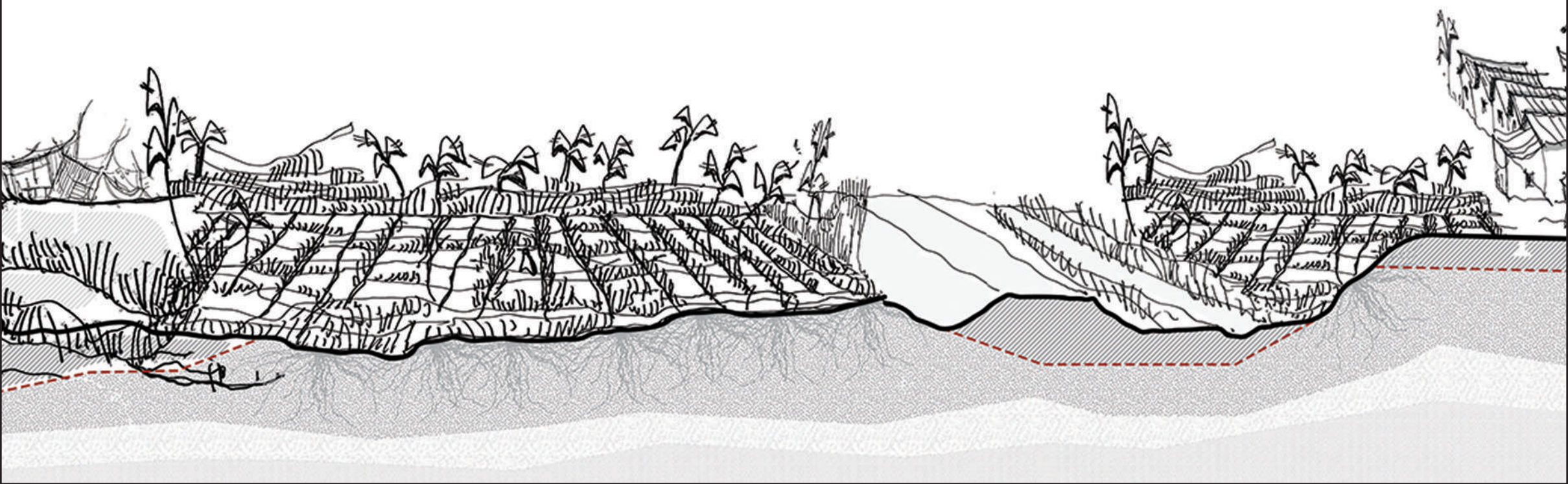
Les conflits territoriaux en Amérique Latine liés aux
activités d'exploitation minière

Alonso Lopez

Territoires renaturés

Vers une conciliation entre réhabilitation et renaturation
pour les friches industrielles

Dorian Cardon



Territoire pédologique

Faire du projet de sol avec les sols, pour le sol

Sarah RODRIGUEZ MIMOUN-REZIG

Définition de pédologie : Composé du préfixe pédo-, sol, et du suffixe -logie. Science qui étudie les sols¹.

Concevoir des projets urbains aujourd'hui nécessite la prise en compte de questions liées aux enjeux climatiques. Parmi ces enjeux, on retrouve la question de l'autosuffisance alimentaire, des îlots de chaleur, de la gestion de l'eau, des discontinuités écologiques. Tous ces aspects sur lesquels nous avons le devoir d'apporter des solutions en tant qu'architecte-urbaniste peuvent trouver une forme de réponse dans la prise en compte du sol dans son aspect multifonctionnel et pluriel : support de vie, capteur de CO2, productif, perméable, source de fraîcheur... Cette prise en compte se rapproche de l'idée de ne plus considérer le sol comme une surface inerte mais plutôt comme un volume, une épaisseur qui a un rôle écosystémique majeur à jouer à l'échelle de la ville. Mais pour cela il faut réussir à l'appréhender dans tous ses aspects, ne pas altérer son fonctionnement et c'est précisément ici que se trouve l'enjeu actuel: faire du projet de sol avec les sols, pour le sol !

Cette question du sol s'est imposée à notre discipline à partir des années 90 à travers plusieurs aspects : le sol comme espace réglementaire, le sol comme espace ouvert, le sol comme espace vivant, ressource, non renouvelable. Depuis, on se rend petit à petit compte de l'importance d'une gestion éclairée

des sols et de sa végétation pour la viabilité des sociétés humaines dans des contextes de vie toujours plus urbains: Aujourd'hui, 56 % de la population mondiale vit en ville. D'ici 2050, avec le doublement du nombre actuel de citoyens, pratiquement sept personnes sur dix dans le monde vivront en milieu urbain².

« Les sols urbains, en perpétuelle évolution, sont les supports des diverses activités humaines, et remplissent ainsi de nombreuses fonctions et usages qui garantissent notamment le cycle de l'eau (filtration, infiltration, évaporation), la production de biomasse à vocation alimentaire, esthétique ou de loisir, un habitat pour la biodiversité.³»

Revenir à des principes basiques comme celui de se dire que l'Homme dépend de la nature pour vivre, se nourrir, permet de réinterroger nos pratiques liées au sol mais aussi de se rendre compte de la forme de dépendance que l'on a avec lui. Ce qui en ressort et qui est intéressant selon moi, c'est l'idée que l'aménagement urbain, l'urbanisme doivent s'ouvrir à d'autres disciplines, d'autres formes de savoir, continuellement déplacer son sujet, s'adapter aux nouveaux enjeux de société. Il y a une nécessité de déplacer constamment le centre d'intérêt, le regard selon le contexte. Ici, nous parlons de pédologie mais cela pourrait être l'anthropologie, la géographie etc...

On peut toutefois noter des évolutions majeures en faveur des sols notamment dans le droit de l'urbanisme et de l'environnement. Deux raisons principales à cela : la lutte

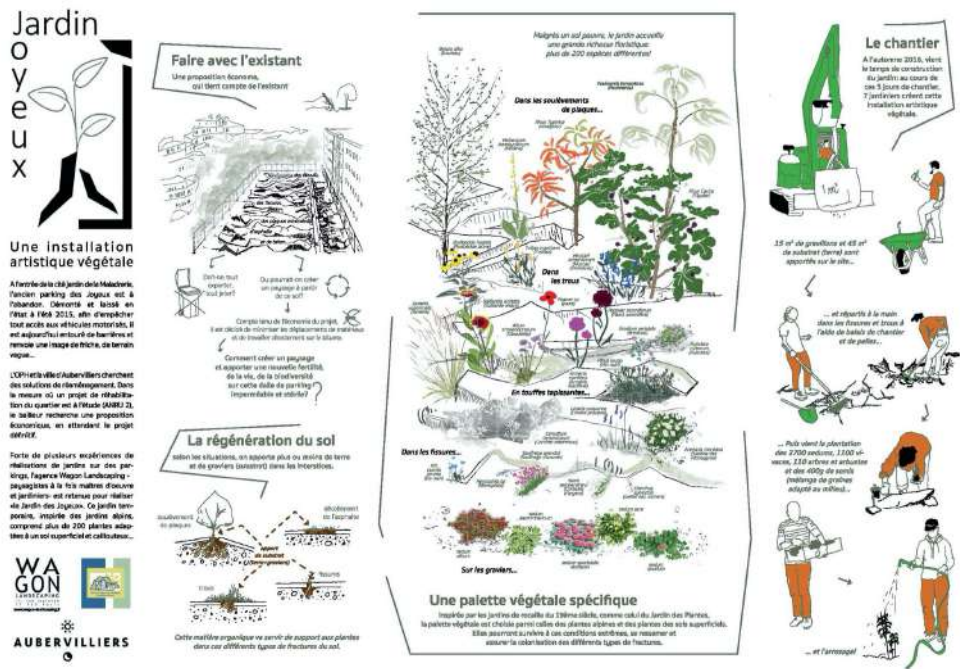


Fig. 1. Jardin des Joyeux Wagon Landscaping – Aubervilliers, France, 2016
Source: <https://landezine.com/jardin-des-joyeux-by-wagon-landscaping/>

contre l'érosion de la biodiversité qui, depuis les Grenelles de l'environnement, fixe des ambitions écologiques aux documents d'urbanisme et des outils de planification adaptés ; la lutte contre les risques sanitaires liés aux pollutions qui, depuis la loi Alur, détermine des dispositifs de dépollution des sols dans le cadre des opérations d'aménagement.

Par ailleurs, très récemment la « loi Climat et Résilience » (2021) représente également un progrès significatif dans la prise en compte du sol dans son aspect multifonctionnel et pluriel. La loi met notamment l'accent sur la protection des sols. Elle inclut des dispositions visant à préserver les sols et à éviter leur artificialisation excessive. Cela se traduit par des mesures visant à limiter l'étalement urbain, à promouvoir la reconversion des friches et à favoriser la densification urbaine (ZAN : Zéro Artificialisation Nette). Elle encourage la mise

en place de techniques de gestion durables des eaux pluviales, telles que l'infiltration des eaux de pluie dans le sol. En favorisant la perméabilité du sol, on réduit les risques d'inondations, on recharge les nappes phréatiques et on améliore la qualité de l'eau. La loi reconnaît également le sol comme un facteur clé dans la lutte contre le changement climatique. Il joue un rôle essentiel pour capter le CO2 grâce à la capacité des sols sains et bien gérés à stocker le carbone. La loi encourage donc des pratiques agricoles et forestières favorables à la préservation et à l'augmentation du carbone organique dans le sol. De plus, elle promeut des projets d'aménagement urbain qui intègrent la végétalisation, la création d'espaces verts et la gestion des îlots de chaleur urbains. Ces mesures contribuent à la fonction de source de fraîcheur du sol, en réduisant les effets des îlots de chaleur et en améliorant le confort thermique des espaces urbains. Enfin, la loi encourage également la valorisation des

Fig. 2. Jardin des Joyeux Wagon Landscaping – Aubervilliers, France, 2016
Source: <https://landezine.com/jardin-des-joyeux-by-wagon-landscaping/>





Fig. 3. Jardin des joyeux Wagon Landscaping – Aubervilliers, France, 2016
Source: <https://landezine.com/jardin-des-joyeux-by-wagon-landscaping/>

sols agricoles et des espaces naturels en favorisant l'agriculture périurbaine, les circuits courts alimentaires et la préservation des terres agricoles de qualité. Elle soutient ainsi le rôle productif du sol en tant que ressource essentielle pour la sécurité alimentaire. Ces mesures contribuent à la préservation des équilibres environnementaux, à l'atténuation du changement climatique et à l'amélioration de la qualité de vie des populations et auront par la mise en action des objectifs de Zéro Artificialisation Nette pour 2050, des incidences de plus en plus concrètes sur les considérations des acteurs de la fabrique territoriale et urbaine à l'égard des sols, en général, et des sols urbains, en particulier.

Pour exemple la permaculture, en tant qu'approche de conception systémique et durable, a apporté une contribution significative à la prise en compte du sol dans les projets urbains. En effet, celle-ci met l'accent sur la régénération des sols en utilisant des

techniques telles que la couverture végétale permanente, le compostage, la rotation des cultures et la plantation d'espèces adaptées. Ces pratiques permettent d'améliorer la fertilité du sol, d'augmenter sa capacité de rétention d'eau et de stimuler la biodiversité souterraine. Elle reconnaît également que chaque sol a ses caractéristiques spécifiques et prend en compte ces éléments lors de la conception des projets urbains. Les techniques de zonage permettent de placer les éléments du projet en fonction des caractéristiques du sol, de l'exposition au soleil, des besoins en eau...En outre, elle encourage l'intégration de la nature dans les projets urbains en favorisant la plantation d'arbres, d'arbustes et de plantes indigènes. Cela contribue à améliorer la biodiversité locale, à créer des habitats pour la faune et à renforcer les écosystèmes urbains. Elle met aussi l'accent sur la gestion de l'eau de manière harmonieuse et durable. Des techniques telles que la collecte des eaux pluviales, la création de zones de rétention

et la conception de systèmes d'irrigation efficaces permettent de préserver l'eau et de l'infiltrer dans le sol, contribuant ainsi à sa recharge et à la préservation des ressources en eau. Enfin, la permaculture encourage la pratique de l'agriculture urbaine et des jardins communautaires, qui favorisent la production alimentaire locale et la connexion des habitants à la nature. En intégrant des principes et techniques, la permaculture a permis d'évoluer vers une meilleure prise en compte du sol dans les projets urbains. Elle favorise une approche holistique de la conception, en reconnaissant le sol comme un élément central pour la durabilité, la régénération écologique et la résilience des projets urbains.

Des figures importantes tels que Bernardo Secchi et Paola Vigano ont également permis de questionner cette question du sol. Ils ont notamment travaillé sur la relation entre le sol et le projet urbain. Leur approche met l'accent sur la compréhension du sol en tant que fondement essentiel de la ville et du territoire. Selon eux, il n'est pas simplement un support inerte sur lequel la ville est construite mais il est considéré comme un acteur clé dans la création et le développement de la forme urbaine. Ils considèrent le sol comme un projet en soi, qui nécessite une analyse approfondie et une réflexion stratégique. Leur pensée met en avant une idée clé : ils soutiennent que le sol est la base matérielle et géographique de la ville. Comprendre ses caractéristiques, sa composition et sa capacité à supporter différentes activités est essentiel pour concevoir des projets urbains durables et adaptés à leur contexte. Ils insistent sur l'importance de prendre en compte le sol dans une perspective multidisciplinaire. Cela implique de travailler en collaboration avec des experts en géologie, écologie, hydrologie et autres domaines connexes afin de comprendre pleinement les potentialités et les contraintes du sol. Secchi et Vigano le considèrent comme un acteur actif dans la configuration des formes urbaines. Ils proposent d'analyser ses caractéristiques spécifiques pour guider la conception des espaces publics, des

infrastructures et des bâtiments. Ils soulignent enfin l'importance de préserver les qualités naturelles du sol et de minimiser les impacts négatifs de l'urbanisation par différents biais : favoriser la préservation des sols fertiles, encourager l'infiltration des eaux pluviales, intégrer des solutions de gestion durable des sols dans les projets urbains.

Dans leur approche, le sol devient donc un élément central dans la réflexion sur le projet urbain, et sa compréhension approfondie permet de concevoir des villes plus durables, résilientes et en harmonie avec leur environnement.

Face à ces nouveaux aspects réglementaires et ces approches théoriques, les acteurs tels que les urbanistes, paysagistes et architectes manquent d'outils opérationnels accessibles pour apporter des réponses et ce même si de nombreuses collectivités expriment de fortes attentes en la matière. Pour exemple, les plans locaux d'urbanisme (PLU) qui constituent les pièces maîtresses de l'urbanisme actuel, ne tiennent pas compte des multifonctionnalités des sols urbains. Or, ceux-ci sont aptes à répondre à la multifonctionnalité espérée, à la seule condition que leur qualité (caractéristiques, physico-chimiques, biologiques, fertilité, pollution) soit évaluée, puis prise en compte par les acteurs de l'aménagement, en amont du processus de planification ou de projet.

Ainsi, on peut se questionner sur le rôle de l'urbanisme/de l'urbaniste face à cette prise en compte de la question du sol dans son caractère écosystémique et pluriel. On peut aussi réfléchir à la manière dont nous pouvons imaginer la ville poreuse, hybride de demain qui permettrait de relier les pratiques, les savoirs, les usages, de préserver des espaces non organisés à l'intérieur de la ville, l'association entre d'autres espaces...

- 1 — <https://www.lalanguefrancaise.com/>
- 2 — <https://www.banque mondiale.org>
- 3 — <https://journals.openedition.org/paysage/31354>



Fig. 4. Jardin des joyeux Wagon Landscaping – Aubervilliers, France, 2016
Source: <https://landezine.com/jardin-des-joyeux-by-wagon-landscaping/>

Territoires exploités

Les conflits territoriaux en Amérique Latine liés aux activités d'exploitation minière

Alonso Lopez

Selon Marine Duc¹, l'extractivisme désigne un mode spécifique d'accumulation de richesses, reposant sur des activités qui extraient d'importantes quantités de ressources naturelles qui ne sont pas transformées et qui sont principalement destinées à l'export.

Aujourd'hui l'Amérique Latine fait face à une extraction des ressources forestières et minières sans précédent. L'observation des territoires d'extraction renforce le constat d'une région géographique avec l'un des patrimoines naturels les plus divers du monde. Néanmoins, on peut vite s'apercevoir de la discontinuité paysagère causée par l'appropriation des ressources issues des milieux naturels.

La richesse de ces milieux en Amérique Latine est l'héritage des processus géologiques qui ont eu lieu pendant la formation des continents. Les mouvements des plaques tectoniques ont contribué à la formation des chaînes montagneuses qui longent aujourd'hui le territoire depuis la Patagonie jusqu'à la Sierra Madre, alors que les méandres des bassins et les pluies versantes ont contribué à la formation des forêts comme l'Amazonie.

Cependant, l'extractivisme s'est placé très soudainement comme l'une des principales forces de l'altération écologique à l'échelle continentale.² L'anthropisation des milieux naturels comme la forêt tropicale atlantique brésilienne à cause de l'expansion des plantations de café, ainsi que les prairies en Argentine pour l'extraction de l'huile

des schiste à travers de la fracturation hydraulique illustrent ce constat.

Bien que la participation de l'Amérique Latine, comme celle des autres pays du sud, soit assez limitée dans les marchés mondiaux – environ 7% du PIB mondial d'après le FMI³ – cette situation est presque inverse lorsque l'on analyse à l'échelle nationale. Les matières premières d'exportation ont un poids considérable dans les recettes du PIB national. Dans les pays qui dépendent de l'extraction minière comme la Bolivie, les matières premières, notamment le lithium, peuvent atteindre 80% des exportations brutes et cela ne fait qu'accentuer la vulnérabilité de ces économies fragiles, dépendentes, notamment, de la demande exogène.⁴

L'extraction des ressources naturelles n'a cessé d'augmenter. Comme le constate Schandl dans la fig. 4, l'extraction mondiale annuelle de matières premières est passée de 22 milliards de tonnes en 1970 à environ 70 milliards de tonnes en 2010, une croissance principalement due à l'utilisation accrue de minéraux non métalliques dans la construction et les infrastructures. La relation avec les marchés mondiaux est fondamentale pour comprendre l'expansion des extractivismes car la demande de ressources naturelles sur les marchés internationaux nécessite et favorise l'extraction de grands volumes de ressources.

C'est ainsi qu'Eduardo Gudynas, l'un des chercheurs les plus prolifiques sur le sujet,



Fig. 1. Mine de charbon à ciel ouvert. Cerrojón, Colombie
Source: Creative Commons Generic

esquisse sa définition des extractivismes propres à l'Amérique Latine. Il propose une définition où il distingue toute appropriation extractiviste des ressources naturelles selon des conditions spécifiques : le volume d'extraction est de grande intensité, les matières premières ne sont pas transformées, et au moins 50% des matières premières extraites sont exportées.

Comment expliquer ce point d'inflexion où la demande des matières premières a doublé ? Au cours de ces deux dernières décennies, la croissance rapide des exportations et de l'offre de ressources naturelles telles que les minéraux et les métaux, les hydrocarbures et les produits agroalimentaires d'Amérique latine a été portée en partie par la demande des économies émergentes comme celle de la Chine mais aussi par les marchés des pays développés.

Ainsi, on constate que l'Équateur, un pays sans histoire d'exploitation minière, a

promu l'extraction de nouvelles ressources lithium⁵, et que l'Uruguay, un pays à vocation agricole, a commencé à rechercher du pétrole dans la dernière décennie.⁶

À l'échelle locale, les activités d'exploitation minière ont des impacts désastreux sur l'environnement. La déforestation, l'accumulation des déchets issus de l'extraction, l'utilisation de substances nocives entraînent toutes des effets pervers tels que la perte de la biodiversité, la pollution de l'eau et du sol et la dégradation des cycles de régénération naturelle.

Le manque de concertation avec les communautés concernées, souvent des peuples autochtones, l'expropriation qui suit, et la paupérisation des économies locales, montrent que les extractivismes répondent à une économie d'enclavement, c'est-à-dire, que malgré le chantage au développement économique, il n'y a pas un retour important

Fig. 2. Mine de sable à ciel ouvert. Ixtapaluca, Mexico
Source: Photographie d'Erika Loana et Gabriela





Fig. 3. Mine à ciel ouvert. Atacama, Chile
Source: Photographie de Nataliya Hora ©

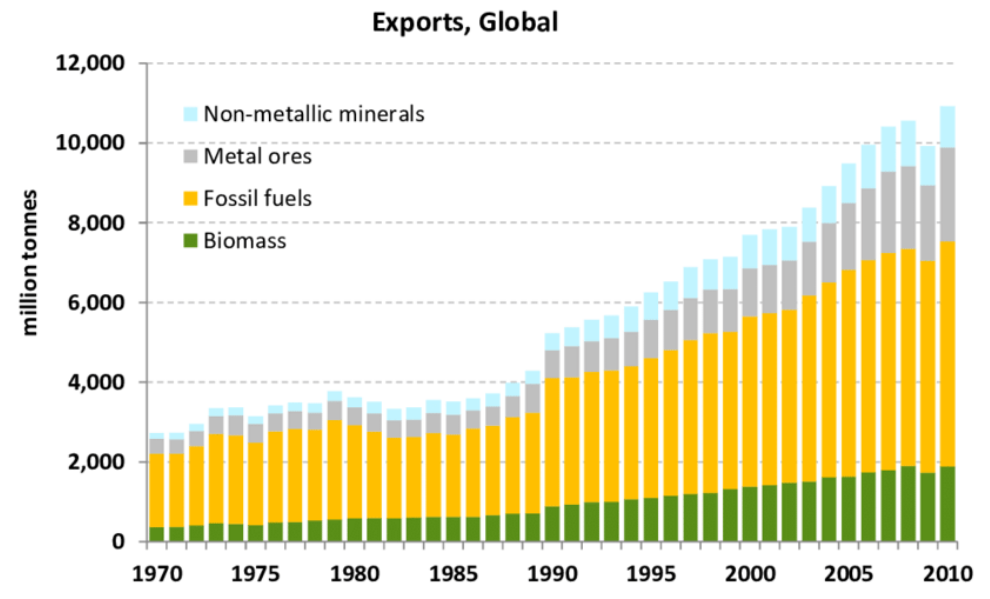


Fig. 4. Exportations mondiales de matériaux par quatre catégories de matériaux, millions de tonnes
Source: H. Schandl

pour la plupart vers les circuits de l'économie mondiale. Cette ambivalence d'échelles à laquelle opèrent les extractivismes, c'est-à-dire, locale et globale, pose des difficultés en matière de législation ou de gouvernance;. Bien que les gisements soient ancrés dans des sites spécifiques, la demande et le prix répondent à la mondialisation.

Certes le cadre présenté est plutôt pessimiste. Néanmoins, je souhaite porter la réflexion finale sur une touche d'espoir. L'identification des problématiques et la mobilisation des acteurs concernés est le premier pas vers un point de basculement. Si ces derniers temps, la notion d'extractivisme est devenue importante dans la recherche universitaire, c'est au cœur du militantisme que je vois la radicalité nécessaire.

Dans tous les coins de l'Amérique Latine, des observatoires documentent les extractivismes et se mobilisent pour exiger aux gouvernements la réparation des dommages. Si la réussite reste assez

marginale, la démarche est légitime et très courageuse, surtout dans l'une des régions plus meurtrières pour les militants écologistes.⁷

Sources:

1— Marine Duc, « L'extractivisme sans extraction ? Au Groenland, des politiques de développement territorial entre volontarisme minier et dépossessions », *Géoconfluences*, novembre 2017. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiersregionaux/arctique/articles-scientifiques/extractivisme-mines-groenland>

2— Gudynas, Eduardo. *Extractivismos: ecología, economía y política de un modo de entender el desarrollo y la naturaleza*. Primera edición. Cochabamba, Bolivia: CEDIB, Centro de Documentación e Información Bolivia, 2015

3— Statista. « Share of Global Regions in the Gross Domestic Product (GDP) 2022 ».



Fig.5. Environmental Justice Atlas – Atlas de la Justice Environnementale
Source: Creative Commons Generic

Consulté le 29 mai 2023. <https://www.statista.com/statistics/256340/share-of-global-regions-in-the-gross-domestic-product/>.

4— Library of Congress – Federal Research Division. Bolivia: Country Profile. Country Studies. Bolivia: CreateSpace Independent Publishing Platform, 2014.

5— Vasco, Carolina. « La extracción de litio aumenta en la región ». *El Comercio*, 30 novembre 14pr. J.-C. <https://www.elcomercio.com/tendencias/ambiente/extraccion-litio-aumenta-america-latina.html>.

6— EL PAIS. « La Nueva Etapa Para El “Sueño Del Petróleo Propio” de Uruguay: ¿cómo Será? », 24 juin 2022. <https://www.elpais.com.uy/negocios/noticias/la-nueva-etapa-para-el-sueno-del-petroleo-propio-de-uruguay-como-sera>.

7— Lopez, Oscar. « ‘Ninguno está a salvo’: México es el país más mortal del mundo para

los activistas medioambientales, según un informe ». *The New York Times*, 29 septembre 2022, sect. En español. <https://www.nytimes.com/es/2022/09/29/espanol/mexico-ambientalistas-global-witness.html>.

Territoire renaturé

Vers une conciliation entre réhabilitation et renaturation pour les friches industrielles

Dorian Cardon

Que faire de nos immenses emprises et bâtiments industriels une fois que toute activité y a cessé ? Deux choix récurrents s'offrent souvent aux pouvoirs publics et aux aménageurs : réhabiliter ou renaturer. Réhabiliter, dans le langage commun, se traduit par le fait de rétablir (quelqu'un ou quelque chose) dans l'estime, dans la considération perdue. Dans un registre plus propre au domaine de l'architecture, cela consiste en la remise en état d'un quartier ou d'un immeuble ancien. Quant à renaturer, il s'agit d'opérer sur un milieu modifié et dénaturé par l'homme afin qu'il puisse retrouver un état proche de son état naturel initial.

Durant le XXe siècle, le secteur industriel français a connu plusieurs rebondissements entre un âge d'or au début du dit siècle, une crise durant la décennie des années 30, puis un nouveau boom après la seconde guerre mondiale. Toutefois, ce secteur de l'industrie, nommée lourde et manufacturière, va connaître un coup de grâce dans le courant des années 70, notamment à cause des délocalisations à l'étranger. De nombreuses industries et usines ferment et en plus des millions de chômeurs que ce phénomène a engendré, c'est aussi de nombreuses emprises, terrains, structures et locaux qui se sont retrouvés sans fonction et sans activité. Ces espaces au passé glorieux sont désormais abandonnés et dans l'attente de nouveaux usages.

Dès lors, une fois que la majorité de l'espace foncier libre et accessible a été consommé, ces lieux se sont très vite vus comme des espaces avec un fort potentiel de reconversion que ce soit par les pouvoirs publics mais aussi par les architectes. L'état français estime qu'il y aurait entre 90 000 et 150 000 hectares de superficie occupée par les friches industrielles sur le territoire. Que ce soit pour créer de nouveaux logements, des locaux commerciaux ou des équipements publics, la réhabilitation de ces espaces passent en grande majorité par des reconversions, c'est à dire qu'ils ne sont pas destinés à accueillir une nouvelle fois des fonctions de productions industrielles mais utilisés pour de nouveaux usages.

Cette volonté de se réapproprier ces friches s'inscrit aujourd'hui dans le contexte d'une urbanisation et d'une imperméabilisation des sols de plus en plus croissantes. Ainsi la réutilisation de ces lieux vacants se pense dans une logique d'exploitation du foncier existant, permettant ainsi de préserver les surfaces agricoles, forestières, naturelles... En somme, éviter de construire sur des surfaces perméables, de limiter l'étalement urbain ainsi que l'artificialisation des sols. En parallèle, la volonté de préserver les éléments structurels déjà présents permet aussi de marquer une logique de réemploi à la fois de la matérialité d'origine mais aussi des espaces intérieurs existants s'inscrivant



Fig. 1. L'usine Gasse et Canthelou à Elbeuf
Source: L'observatoire CAUE

de fait dans une démarche écologique mais aussi économique.

Enfin, à cela s'ajoute une dimension patrimoniale, car si nombre d'anciennes usines ont été détruites, beaucoup d'entre elles ont été conservées, dans un souci de préservation et de mémoire d'une histoire passée. Ces réhabilitations permettent de remettre en avant ces structures du passé, parfois oubliées, souvent dénigrées. Elles finissent bien souvent par représenter un atout touristique local dont peuvent s'emparer les élus.

Les exemples dans cette catégorie ne manquent pas que ce soit l'usine Gasse et Canthelou à Elbeuf reconvertie en logements, le silo d'Arenc à Marseille transformé en salle de spectacles, l'usine Wonder à Lisieux qui accueille un pôle judiciaire... ou encore outre-Rhin où d'immenses structures industrielles comme les complexes de Zollverein et

de Völklingen accueillent de nombreux événements culturels.

Toutefois, si la réhabilitation était jusque là une finalité particulièrement prisée par les pouvoirs publics pour ces friches, force est de constater qu'au vu des enjeux climatiques et environnementaux actuels, la tendance vire de plus en plus à la renaturation de ces espaces.

La renaturation peut qualifier à la fois le processus par lequel les espèces vivantes recolonisent spontanément un milieu artificiel après son abandon ou encore les opérations d'aménagements qui visent à restaurer l'état écologique initial de sites dégradés par les activités humaines. Il s'agit alors de détruire les éléments artificiels pour reconstituer une végétation et une hydrographie, et ainsi restaurer les conditions d'une meilleure résilience écologique.



Fig. 2. Le silo d'Arenc à Marseille
Source: Le Moniteur



Fig. 3. Usine abandonnée où la nature reprend ses droits
Source: Olonn



Fig. 4. L'ancienne usine Kodak à Sevrans, aujourd'hui rasée
Source: Argentique Cecil Kodak / Le Parisien

Les projets de reconversion des friches industrielles en espaces verts et de nature ont pour objectif de réaménager durablement des sols urbanisés, bâtis ou imperméabilisés, notamment en retirant les surfaces bitumées. A cela s'ajoute la volonté de permettre et de faciliter le développement de la végétation dans un espace bâti.

La renaturation des friches industrielles joue donc un rôle important dans la protection de l'environnement, mais c'est aussi l'opportunité pour les villes de développer de nouveaux usages et mettre l'aménagement durable au cœur de leur politique d'urbanisme. La reconversion des friches industrielles en espaces verts peut être un moyen de lutter contre le phénomène des îlots de chaleur urbain et participer ainsi à améliorer le cadre de vie des habitants.

Là aussi, les exemples sont de plus en plus présents comme l'ancien site industriel

Kodak à Sevrans devenu un espace de haute qualité écologique ou le site de Van Pelt à Lens transformé en une forêt urbaine dense.

Cependant, ces deux types d'opérations peuvent présenter des limites. Premièrement, les architectes et les aménageurs se retrouvent face à d'immenses espaces fonciers ou corps de bâtiments, difficilement adaptables et présentant vite des limites en termes de reconversion pour de nouvelles fonctions.

Ensuite, concernant la renaturation, il est difficile de retrouver un réel état naturel initial sur ces sites très impactés par les activités et les emprises humaines notamment en ce qui concerne le sol, notamment à cause de la pollution toujours présente. Les terrains de ces friches sont pour la plupart pollués aux métaux lourds, aux hydrocarbures, aux solvants... Les travaux de dépollution existent mais sont souvent très complexes et coûteux.



Fig. 5. Site industriel de Zollverein en Allemagne
Source: visitworldheritage.com

Malgré ces problématiques, les friches industrielles restent une opportunité majeure de développement pour les territoires.

L'enjeu actuel pour celles-ci est ainsi de répondre à deux besoins : à la fois être un espace de potentiel foncier et bâti pour le développement de la ville, limitant ainsi l'étalement urbain et l'artificialisation des sols; mais aussi permettre de laisser plus de place à des espaces naturels et de devenir un lieu propice pour offrir une nouvelle place à la biodiversité. Il s'agit donc de trouver un équilibre, conciliant aménagement urbain et développement naturel.

Pour cela, il s'agit aussi de voir au cas par cas, en fonction des opportunités. Il est donc nécessaire de contextualiser ces actions pour en tirer pleinement des bénéfices. Cela vaut aussi bien pour les nouvelles fonctions que le projet de réhabilitation peut apporter que

pour les bienfaits environnementaux offerts par la renaturation.

TRANSFORMATIONS

Territoire frugal déconcentré

Et si la transition écologique se dessinait dans les marges
périurbaines et rurales,
loin du modèle métropolitain centralisant?

Abel Gaugry

Territoire transitoire

Les Grands Voisins, une nouvelle manière pour fabriquer la
ville?

Rachelle Mekhael

Territoire métamorphosé

Hanoï - Entre métropolisation et leçons de composition
avec le rural.

Samia Lamgamat

Territoire recyclé

Des villes réparables et non jetables.
Moringa vie à HafenCity - Une réponse
contemporaine pour des villes durables

Ella Kfoury



Territoire frugal déconcentré

Et si la transition écologique se dessinait dans les marges périurbaines et rurales, loin du modèle métropolitain centralisant ?

Abel GAUGRY

L'anthropocène semble depuis quelques années se dessiner un avenir urbain. Le modèle mondialiste est aujourd'hui intrinsèquement générateur d'urbanisation et de métropolisation. La croissance des villes ne discontinue pas et l'ONU table même sur une concentration urbaine forte : 70% des terriens de 2050 habiteraient ainsi dans les zones urbaines. Celles-ci, plébiscitées, encore largement perçues comme des systèmes efficaces et indépendants, coupent pourtant l'humain de la matérialité du monde. Modèles de développement efficaces sur bien des plans, les villes, compactes, distendent paradoxalement nos rapports aux réalités vivantes, productives, écologiques, terrestres...La transition écologique devient une transition urbaine. En concentrant les populations, l'urbanisation réduirait l'emprise humaine sur les espaces naturels, les surfaces d'espaces naturels artificialisés, les kilomètres parcourus par les biens et les personnes, les litres de gaz et de pétrole consommé...Néanmoins, cette myopie à la focale urbaine invisibilise les logiques d'échelle territoriale et écosystémique. Elle perpétue la dichotomie ville/campagne. Ce qui n'est pas urbain est rural et servant. Les territoires excentrés se retrouvent « périurbains » ou « périmétropolitains », définis par la ville, leur existence propre leur serait presque déniée. Ils se retrouvent même culpabilisés face aux crises écologiques : étalés, franchisés, consuméristes, individualistes, dépendants de la voiture ou

plutôt captif... Un portrait carboné leur est aisément dressé.

Pour des raisons de compétitivité, d'attractivité ou d'accessibilité notamment les villes cherchent à acquérir le statut de métropole. Mais, en dépit du discours, le pari métropolitain que nos sociétés font aujourd'hui produit des dynamiques spatiales différenciées, et engendre fragmentation et ségrégation. Le périmétropolitain n'est alors pas un mauvais modèle, il est aussi le résultat du modèle dominant. Ce périurbain n'est qu'une conséquence propre de cette politique de concentration de la valeur qui éteint les territoires et pousse les populations à se rapprocher des centralités. Ce rapprochement est néanmoins limité compte tenu de l'augmentation des prix du foncier. L'étalement urbain est alors un coproduit inhérent à la métropolisation. Le territoire périmétropolitain devient la marge mondialisée, dépendant des systèmes métropolitains mais tenu à sa porte¹. Il se définit par rapport à la ville centre et tente de s'y raccrocher pour subsister. Dépendant, victime mais critiqué, il est le territoire du pavillonnaire, de la bagnole et des centres commerciaux. Il est la ville franchisée, la France moche, la France des ronds-points...Il est le territoire exposé aux crises énergétiques. Un territoire à la croisée des chemins sociaux et écologiques ?



Fig. 1. [Jardin] Les Ormes, Châtelleraudais
Source: Atlas des régions naturelles, <https://www.archive-arn.fr>

Comment alors reconsidérer ces territoires périurbains ou les nouvelles ruralités à l'aune de ces ébranlements du monde ? Comment ces manières d'habiter peuvent-elles, en fait, produire de nouvelles réponses frugales et écologiques ? Ces territoires périurbains et néoruraux peuvent-ils être le levier d'une transition écologique portée par le local ? Au contraire, sont-ils réduits à demeurer des contre-modèles coupables, en marge voire victimes des systèmes métropolitains et capitalistiques. Bien que pluriels, le périurbain et le rural se retrouvent ainsi plongés dans tous leurs antagonismes parfois simplistes : nouveaux modèles locaux, productifs, écologiques ou simples marges des sociétés urbaines, dépendantes des énergies fossiles et destructrices du vivant ?

L'amplitude des possibles pour ces espaces tant décriés mérite cependant d'être étudiée. Il semble illusoire d'imaginer les

grandes banlieues pavillonnaires faire sécession de leur ville centre tant leur genèse tient à leur dépendance centripète. Mais les caractéristiques de ces marges métropolitaines recèlent d'opportunités transitionnelles intéressantes.

Si les politiques et opérations d'aménagement travaillent aujourd'hui grandement à l'adaptation au changement climatique des grandes villes, c'est que la densité urbaine provoque certains désagréments. D'abord, la lente mort des espaces urbanisés du point de vue de la biodiversité est particulièrement alarmante. Le fort travail actuel en faveur des trames urbaines vertes (végétation), bleues (eau), noires (lumière) ou blanches (bruit) illustrent des velléités palliatives. Or sur ce plan, les espaces ouverts et de pleine terre, les espaces de nature, les bois, tant recherchés en ville, sont souvent très présents dans les territoires périurbains et ruraux dont le réseau de jardin

Fig. 2. [ferme][énergie] Lion-en-Sullias, Val de Loire orléanais
Source: Atlas des régions naturelles, <https://www.archive-arn.fr>





Fig. 3. [Maison et bourg] Peyrieu, Bas-Bugey
Source: Atlas des régions naturelles, <https://www.archive-arn.fr>

ou la proximité aux espaces naturels forment des trames... denses. En milieu périurbain, la gestion écologique des jardins constitue ainsi un potentiel colossal pour la biodiversité (urbaine). Loin d'être parfait à l'heure actuelle, l'aménagement des parcelles privées et publiques d'espaces verts urbains doit s'orienter vers des pratiques plus vertueuses pour les écosystèmes. La multiplication des essences (locales !), la limitation de la fauche des espaces enherbés ou de l'usage de produits phytosanitaires sont autant de premières bonnes pratiques à mettre en œuvre simplement tant à l'échelle individuelle que de la collectivité. Cette évolution des pratiques requiert une meilleure compréhension des écosystèmes. Or la proximité aux espaces naturels est également un moyen d'étude et de compréhension du vivant, de reconnexion aux cycles naturels. L'incapacité chronique des populations à identifier les espèces animales ou végétales, à connaître, ne serait-ce que les fruits et légumes de saisons y trouve une première réponse.

Au-delà de cette première brique posée face à l'effondrement du vivant, les espaces périurbains offrent des qualités indéniables d'adaptation aux dérèglements climatiques. Certaines caractéristiques paraissent à même d'amortir les expositions nouvelles. Les zones denses se trouvent en effet particulièrement exposées aux îlots de chaleur urbain ou encore aux inondations du fait de leur forte minéralité. Là encore, dans les espaces en marge des centralités, la présence d'espaces ouverts et perméables génère des cadres de vie privilégiés et préservés. Les îlots de fraîcheur et l'infiltration des eaux sont rendus possibles par l'abondance des espaces non artificialisés. Sans parler de l'exposition aux pollutions atmosphériques, face à l'augmentation des vagues de chaleur et à l'intensification des précipitations, le cadre périurbain conserve de forts avantages en matière d'habitabilité, même dans un monde à +1,5°C...

Néanmoins, paraissant en mal de sociabilité et convivialité, les espaces

périurbains et ruraux peinent parfois à répondre sur ce plan à ceux qui honniraient leur défaut de proximité sociale. Les derniers cafés et commerces disparaissent peu à peu et les petites villes et villages se vident de leur vie, 53% des communes rurales françaises ne disposeraient plus d'aucun commerce². Une vague actuelle semble pourtant paraître en mesure de renverser cet état de fait pour le rendre caduque. Différents projets apparaissent pour contrer ce processus. On trouve ainsi des tentatives individuelles de bistrot ambulant un peu partout en France : Alsace³, Alpes-Maritimes, Cher, Morbihan, Var qui participent, à leur échelle et quelques jours durant, à ranimer des places de villages. L'initiative de 1000 cafés, veut « réinventer le café du village », 1000 fois, pour répondre à la perte de services de première nécessité et de lieux de sociabilité dans les villes de moins de 3500 habitants. Plus structurée, l'initiative revendique, aujourd'hui, 200 cafés au sein de son réseau. Cet engagement environnemental, social et local est aussi parfois l'histoire d'une vie et s'incarne par exemple à Valennes dans la Sarthe. C'est dans ce bourg de 319 habitants qu'est né Jour de fête. Dans les murs de l'ancienne auberge du village, sur sa place centrale (aujourd'hui devenue un parking), Jour de Fête n'est rien d'autre qu'un restaurant-boulangerie-épicerie (et une merveilleuse cave), mais c'est déjà beaucoup.

Tous les produits sont frais et tout est fait maison, les légumes proviennent de la ferme des propriétaires à quelques centaines de mètres, le pain est pétri sur place, et les produits de l'épicerie sont de la région... Surtout elle raconte un nouveau modèle territorial, celui capable de fournir une production diversifiée et locale, s'appuyant sur un autre modèle d'agriculture. Un modèle qui régénère les villages et apporte sociabilités et emplois. Cette réappropriation des bourgs et espaces ruraux, peut-elle définir des contre-modèles territoriaux en mesure de contredire les critiques ? Ces nouvelles ruralités montrent en tous cas un engagement et une reprise en main du



Fig. 5. [Maison] Commercy, Val de Meuse
Source: Atlas des régions naturelles, <https://www.archive-arn.fr>

territoire par les individus. Ils embrassent de nouvelles manières d'habiter, d'occuper, de transformer, à des échelles plus locales. Ils forgent de nouvelles histoires et de nouvelles des communautés. Étonnamment, bien qu'elles semblent se dessiner en marge des politiques urbaines dominantes, ces pratiques s'inscrivent dans la même dynamique que divers programmes étatiques de revitalisation des petites et moyennes villes françaises. Cela peut sembler un brin paradoxal compte tenu de la politique métropolitaine menée par ailleurs... ou suggérer le début d'un basculement ? Les programmes nationaux Action cœur de ville ou Petites villes de demain participent en tous cas à cette « transformation écologique » des villes moyennes, petites centralités et territoires ruraux.

Si les métropoles ne peuvent être complètement érigées en anti-modèle terrestre⁴, non, le périmétropolitain n'est

pas qu'une marge ou qu'une faute sociale et écologique. Le périmétropolitain est pluriel, il est périurbain, rural, ville moyenne ou village, il est au cœur du monde et peut être terrestre. Il doit permettre d'en finir avec la dichotomie ville-campagne et acter la prolifération des hybrides territoriaux, ni urbains, ni ruraux, pour des territoires vivants et frugaux, pour des biorégions productives et habitées.

1 — ENS Lyon, Géoconfluences, glossaire <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/perurbain>

2 — INSEE, Dossier sur le commerce de proximité <https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/1373604/comfra10d.pdf>

3 — Clément Nicaud bistrot des village en Alsace <https://www.bistrotdevillages.fr>

4 — Dans Ou atterrir ? (2017), Bruno Latour engage à abandonner la conception de la « nature » vue comme extérieure, pour s'orienter vers le « Terrestre », un autre rapport au monde qui ancre au territoire

Territoire recyclé

Des villes réparables et non jetables: Moringa vie à HafenCity - Une réponse contemporaine pour des villes durables -

Ella Kfoury

La construction de villes est un enjeu majeur pour notre avenir, mais les villes que nous construisons aujourd'hui répondent-elles à nos besoins de demain ? L'urbanisme circulaire se présente comme une alternative à l'étalement urbain, en cherchant à donner plus d'usages urbains aux sols déjà artificialisés, au lieu d'en consommer de nouveaux. Afin d'optimiser les lieux qui existent déjà, il propose de transformer les bâtiments pour les rendre à nouveau exploitables et recycler les espaces qui ne peuvent ni accueillir de nouveaux usages, ni être réhabilités. Cette approche nécessite de nouvelles compétences et de nouveaux outils tels que des opérateurs de recyclage du foncier.

En France, chaque année, 30 000 hectares de terres sont artificialisés¹. Nos villes grandissent trois fois plus vite que leur population. Certaines personnes se voient repoussées aux périphéries de la ville face à la montée des prix du foncier dans le centre, tandis que d'autres aspirent à la volonté de posséder un pavillon neuf. Cette tendance a commencé après les Trente Glorieuses, encouragée par des politiques urbaines et un discours de l'État vantant l'accès à la propriété. Mais cette tendance voit ses limites : au-delà de la congestion routière et des demandes en infrastructures coûteuses que cela crée, l'environnement en est fortement impacté : pollution due au trafic routier et à la construction, artificialisation des terres...

Face à l'objectif de Zéro Artificialisation Nette que le gouvernement français s'est donné, il est clair que ce mode d'urbanisme linéaire n'est plus possible. Il est donc temps de se tourner vers l'urbanisme circulaire, qui offre de nombreux avantages. Cette approche permet de donner une seconde vie aux bâtiments existants et aux espaces déjà artificialisés, ce qui contribue à réduire la pression sur les terres agricoles et naturelles. Elle permet également de créer des villes plus durables et résilientes, en favorisant la relocalisation d'activités et en encourageant la proximité entre les habitants. En valorisant l'implantation d'entreprises et de services à proximité des zones résidentielles, on réduit les distances de déplacement, ce qui a un impact positif sur la réduction de la congestion routière, de la consommation d'énergie et des émissions polluantes. Par ailleurs, cette approche encourage la mixité fonctionnelle et sociale, favorisant ainsi la création de communautés dynamiques et équilibrées. Il existe déjà des exemples inspirants de villes résilientes à travers le monde comme le quartier de Vauban, à Fribourg-en-Brisgau, en Allemagne ou la ville de Copenhague au Danemark. Ils montrent comment une planification urbaine intégrée, axée sur la durabilité, la réduction des déchets, les énergies renouvelables et la mobilité douce peut conduire à des environnements urbains résilients et agréables à vivre. Les espaces recyclés jouent un rôle essentiel dans l'urbanisme circulaire.

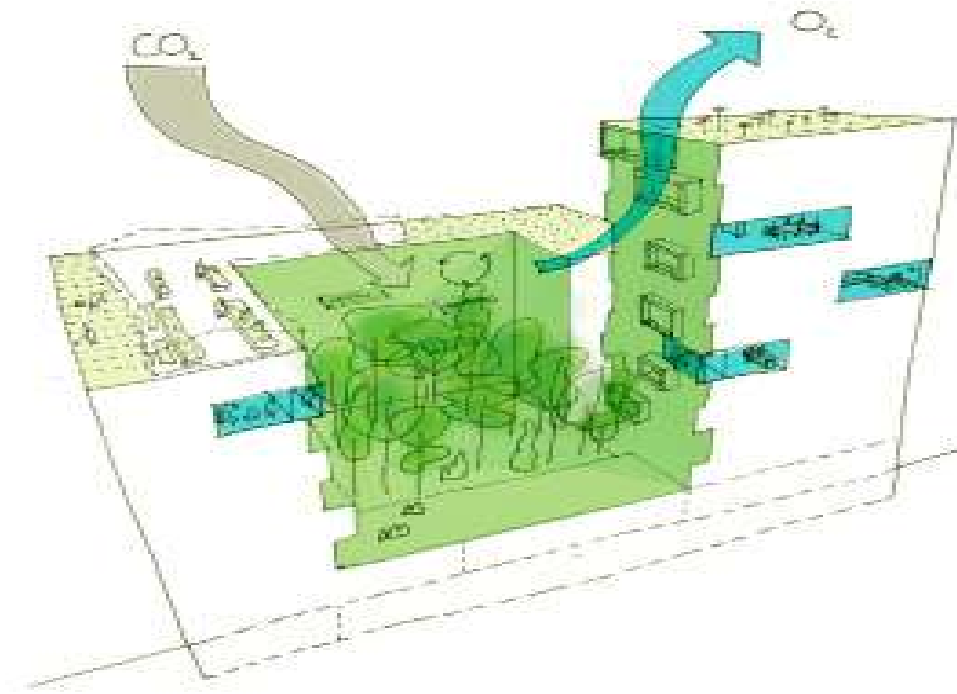


Fig. 1. Renaissance de ses cendres: Donner au terrain la possibilité d'une autre vie
Source: <https://www.kadawittfeldarchitektur.de/en/projekt/moringa/>

Il s'agit de reconquérir et de réaménager des espaces délaissés ou contaminés pour leur donner de nouvelles fonctions. Ces espaces peuvent être transformés en logements, bureaux, espaces culturels ou autres infrastructures, plutôt que d'être démolis. En recyclant ces espaces, nous pouvons rétablir un équilibre entre l'urbanisation et la nature, en offrant des environnements plus sains et attrayants pour les résidents. L'avantage des espaces recyclés réside dans leur capacité à offrir une nouvelle identité aux quartiers urbains. Ils permettent de créer des lieux uniques qui reflètent l'histoire et la culture locale. Ces espaces peuvent devenir des points de rencontre pour la communauté, favorisant l'échange, la créativité et la solidarité entre les habitants. L'urbanisme circulaire, avec son approche axée sur les espaces recyclés, favorise également une utilisation plus efficace des ressources. Plutôt que de gaspiller des terres précieuses et des matériaux dans de nouvelles constructions,

nous exploitons les ressources déjà présentes dans les espaces recyclés. Cela permet de réduire la consommation d'énergie, les émissions de carbone et la production de déchets, contribuant ainsi à la lutte contre le réchauffement climatique et à la préservation de notre environnement.

En résumé, l'urbanisme circulaire et l'utilisation des espaces recyclés offrent une approche prometteuse pour la construction de villes durables, résilientes et adaptées aux besoins de demain. En intensifiant les usages, en transformant les bâtiments existants et en recyclant les espaces délaissés, nous pouvons créer des villes réparables et non jetables². Ces dernières années, nous avons assisté à une multiplication des projets urbains conçus selon les principes de l'urbanisme circulaire et de la réutilisation des espaces existants. Face aux défis environnementaux, de nombreuses initiatives émergentes adoptent une approche novatrice en cherchant à optimiser les

Fig. 2. La transition vers un urbanisme circulaire
Source: Manifeste pour un urbanisme circulaire/ Sylvain Grisot

ESPACES
NATURELS
OU AGRICOLES



ESPACES
URBAINS



ESPACES
VACANTS



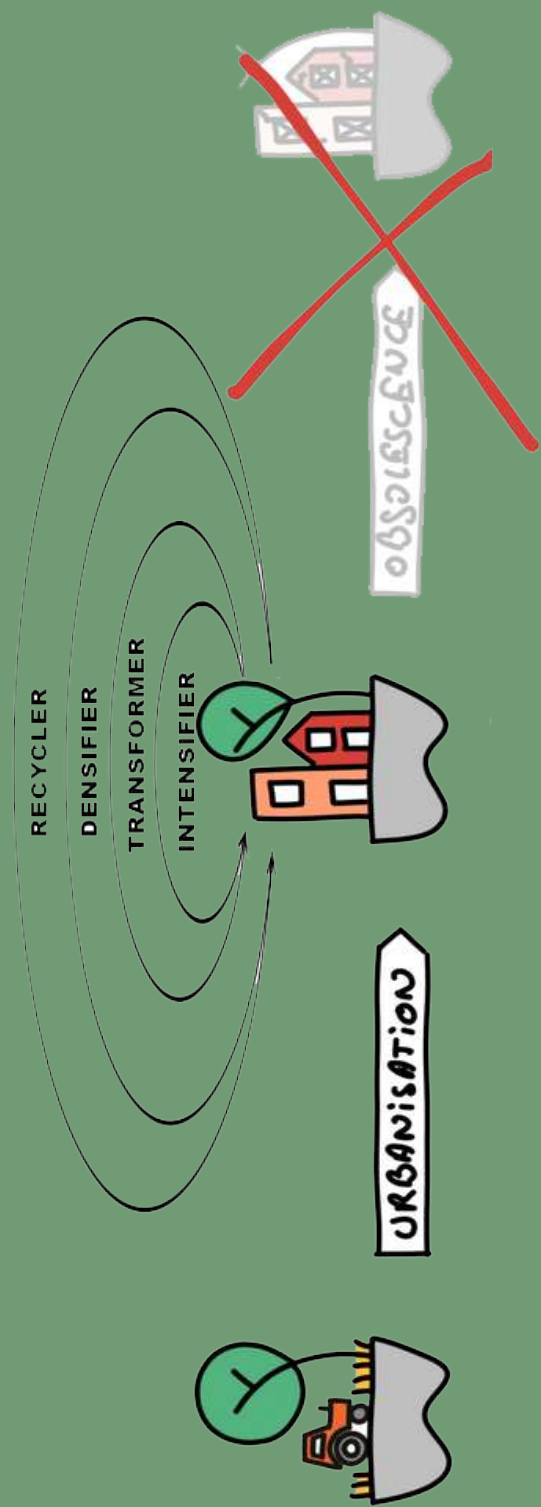


Fig. 3. La fabrique de la ville en réponse à l'étalement urbain
Source: Manifeste pour un urbanisme circulaire/ Sylvain Grisot



Fig. 4. Un espace durable et recyclable: Valoriser les matériaux pour une seconde vie
Source: <https://www.kadawittfeldarchitektur.de/en/projekt/moringa/>

ressources urbaines déjà en place ce qui permet même de valoriser le foncier. L'urbanisme circulaire, qui vise à donner une seconde vie aux bâtiments existants et à recycler les espaces délaissés, gagne en popularité dans le domaine de l'aménagement urbain. De nombreux projets adoptent cette approche en transformant des friches industrielles abandonnées en quartiers dynamiques. Un exemple notable est le projet «La Confluence» à Lyon, en France. Il s'agit d'une ancienne zone industrielle située à la confluence des cours d'eau du Rhône et de la Saône, qui a été réaménagé en un quartier moderne et dynamique, mettant en valeur les bâtiments industriels existants tout en y ajoutant des constructions contemporaines.

Un autre exemple emblématique de cette tendance est la reconversion d'anciennes zones portuaires ou industrielles en quartiers résidentiels et commerciaux. Des villes telles que Rotterdam aux Pays-Bas ou Hambourg

en Allemagne ont réussi à revitaliser leurs friches portuaires en créant des espaces urbains animés.

Le projet Moringa Vie à HafenCity, à Hambourg, en Allemagne, est un exemple fascinant de recyclage urbain et de construction durable. Ce projet a été conçu par le cabinet d'architecture française Vincent Callebaut Architectures. Le site était une friche industrielle de 5 000 m² située dans le quartier de HafenCity. Il était utilisé pour le stockage et la distribution de produits pétroliers depuis les années 1960 et est resté inutilisé pendant plus d'une décennie. Le site était contaminé par des hydrocarbures et avait besoin d'une décontamination approfondie avant tout développement. Le nouveau projet Moringa est un exemple concret de la construction d'une ville réparable et non jetable. Tout d'abord, les bâtiments ont été conçus pour être modulaires et facilement démontables, ce qui permet de les réutiliser

et de les réaménager selon les besoins futurs de la ville. Cette approche permet de prolonger la durée de vie des bâtiments et de réduire les déchets de construction. De plus, le projet a utilisé des matériaux durables et écologiques, tels que le bois et l'acier qui ont des impacts environnementaux moindres que les matériaux de construction traditionnels. Ces matériaux ont également été sélectionnés pour leur capacité à être facilement démontés et recyclés en fin de vie, ce qui permet d'assurer une gestion durable des ressources. En outre, le projet de Moringa a été conçu avec une approche de développement durable, en intégrant des espaces verts et des aménagements pour favoriser les modes de transport doux tels que le vélo et les transports en commun. Cette approche favorise la qualité de vie des habitants et contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le projet a été développé en étroite collaboration avec la communauté locale, en impliquant les habitants dans la conception et la mise en œuvre du projet. Cette approche participative a permis de prendre en compte les besoins et les attentes des habitants, et de favoriser l'appropriation du projet par la communauté. Dans l'ensemble, le projet de Moringa est un exemple référentiel sur la façon dont la conception durable et le recyclage peuvent être intégrés dans un projet de construction urbain. En utilisant des matériaux recyclés et durables, en créant un bâtiment économe en énergie et en le concevant pour le démontage et le recyclage futurs, ce projet montre la voie à suivre pour une construction plus durable et écologique dans les villes de demain. A mes yeux, l'urbanisme circulaire émerge comme une alternative visionnaire à l'étalement urbain qui répond à nos besoins actuels tout en préservant les ressources pour les générations futures. En intensifiant les usages des sols déjà artificialisés, en réhabilitant les bâtiments existants et en recyclant les espaces non utilisables, nous pouvons créer des environnements urbains durables, résilients et respectueux de l'environnement. Cela signifie également réduire la pression sur les terres agricoles

et naturelles, éviter la fragmentation des espaces naturels, préserver la biodiversité et atténuer les effets du changement climatique. Le dernier recensement agricole en France (2010) pointe ainsi une diminution de 26% du nombre d'exploitations en dix ans³. En favorisant la relocalisation des activités et en encourageant la proximité entre les habitants, l'urbanisme circulaire crée des villes vivantes et connectées, où les services, les espaces verts, les transports et les emplois sont accessibles à tous. De plus, cette approche participative et inclusive implique les communautés locales dans la conception et la mise en œuvre des projets, favorisant ainsi un sentiment d'appartenance, de fierté et de responsabilité envers leur environnement urbain, permettant une meilleure acceptation des projets. Donc, en investissant ensemble dans les compétences, les outils et les politiques nécessaires, nous pouvons façonner un avenir urbain prospère et harmonieux pour les générations à venir, où les villes sont des moteurs de progrès social, économique et environnemental.

Citations

- 1 — SICOM/DGALN/DHUP – 2021 «Artificialisation des sols», <https://www.ecologie.gouv.fr/artificialisation-des-sols#:~:text=En%20France%2C%20entre%2020%20000,mais%20aussi%20sur%20l'environnement.>
- 2 — Sylvain grisot «Manifeste d'un urbanisme circulaire » 2020, <https://www.cahiers-espi2r.fr/464>
- 3 — Yannick Sencébé, Florence Pinton, Pierre Alphandéry «Revue sociologie » 2013, <https://www.cairn.info/revue-sociologie-2013-3-page-251.htm>

Territoire métamorphosé

Hanoï : entre métropolisation et leçons de composition avec le rural

Samia Lamgamat

De nos jours, les processus de métropolisation touchent la majorité des grandes villes espérant se hisser au rang des grandes métropoles internationales. Ce phénomène a engendré les notions de mondialisation et de globalisation comme modèle pour la ville, la réduisant à un terrain de concentration des activités et échanges économiques à l'échelle mondiale.

Ces transformations ont généré l'éclatement urbain des villes petit à petit sur leurs périphéries des plus proches au plus lointaines. De ce fait, les limites de l'urbain s'estompent avec une poussée vers le rural, accompagnée par un retour en masse de la population rurale dans les centres urbains, ainsi qu'un empiètement des villes sur les campagnes. Et ce, suivant des modèles d'extension faisant généralement table rase de l'existant et proposant des modèles d'urbanisation parachuté, transporté des modèles occidentaux et n'ayant aucun rapport avec leur contexte d'implantation.

Ces modèles trouvent leur justification dans le prétexte de modernisation des villes et surtout des capitales qui seront considérées comme les vitrines des pays et le reflet de leurs progrès. Tout ceci nous pousse à remettre en question la définition même des villes, de leurs spécificités ainsi que leur éventuelle capacité à refléter depuis des siècles, non seulement la force des civilisations, mais aussi leur identité et leur histoire.

L'étude du cas de la capitale vietnamienne, Hanoï, «une ville tissée de villages, de cours d'eau et d'étangs» nous permet de découvrir de nouvelles manières de composer avec les villages, des lieux qui représentent le fondements et la genèse historique de cette ville. Ceci à travers la présentation du sujet de recherche de Sylvie Fanchette en premier lieu, qui traite de la question de l'intégration des migrants dans la ville de Hanoï dans ce contexte de reconfiguration des territoires de cette ville créant des interstices urbains sur plusieurs échelles, de maigres marges qui sont perçues comme une opportunité et sont réappropriées par les migrants pour développer une chaîne commerçante d'approvisionnement et de revente de déchets recyclables. «Hanoï, l'intégration des migrants dans la ville : négociations pour l'accès au foncier des migrants collecteurs et commerçants de déchets recyclables». Ensuite, par le biais de l'intervention d'Emmanuel Cerise, «Hanoï, Ville millénaire, entre projets et pratiques habitantes», mettant en lumière les formes du développement urbains et architecturaux de la ville ainsi que les multiples compositions et recompositions qu'elle a connu à travers les étapes majeures de son développement (Cité impériale Thang Long, Colonisation française, Période Bao Cap, Doi Moi, Schémas Directeurs du post-Doi Moi et les visions actuels).

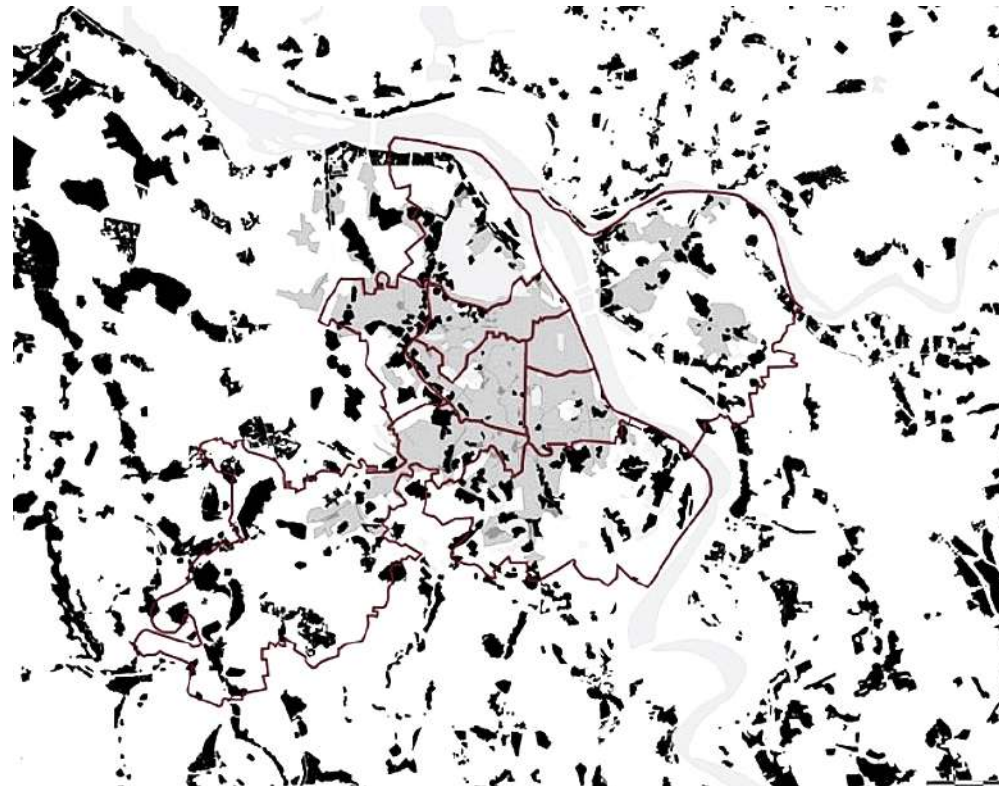


Fig. 1. Hanoï, Une ville tissée de villages
Source: E.Cerise

Chacune de ces étapes illustre une des manières avec laquelle la ville de Hanoï composait avec cette structure villageoise. Cette interférence entre la ville et la campagne faisant que le développement de l'une ou l'autre était étroitement liée, de manière ambiguë, générant une fabrication urbaine et une réalité spatiale mêlant villes et villages. Avec la persistance des villages devenant des parties intégrantes de la ville, en se juxtaposant sans être incluse dans cette dernière ou en changeant brutalement de statut (Desakota ou la notion de ville-village, Terry McGee).

La ville de Hanoï, située dans le delta du fleuve Rouge, était composée d'anciens villages sur les rives de la rivière To Lich. Ces villages ont laissé place à la fortification de la citadelle lors d'une période où les autorités royales ont décidé d'établir la capitale du Vietnam dans cette région. Cette dernière a été choisie pour son rassemblement des éléments

importants (géographie, importance du lien au sol) permettant de construire le centre politique, militaire et économique du pays. La structure de cette cité impériale illustre le développement de l'aspect composite de la ville de Hanoï, en juxtaposant étroitement trois éléments liés : la citadelle, le quartier marchand (le quartier des trente-six rues et corporations) et le village (large territoire des rizières). A cette époque, le domaine occupant la plus grande superficie était encore le village au sud de la citadelle, ce secteur comprend des ensembles villageois, des maisons communales et des édifices religieux.

Une première disposition qui nous laisse réfléchir et réinterroger la définition de la ville qui ne se compose pas de la même manière d'un contexte à l'autre. Il s'agit de pouvoir dépasser les définitions d'ordre quantitatif et de ne pas limiter la ville à son étendue ou son nombre d'habitants.

Fig. 2. Living together in paradise
Source: Nguyen Manh Hung





Fig. 3. Cohabitation entre le village Trieu Khuc et le quartier Lang Viet Chau Au
Source: Google Earth

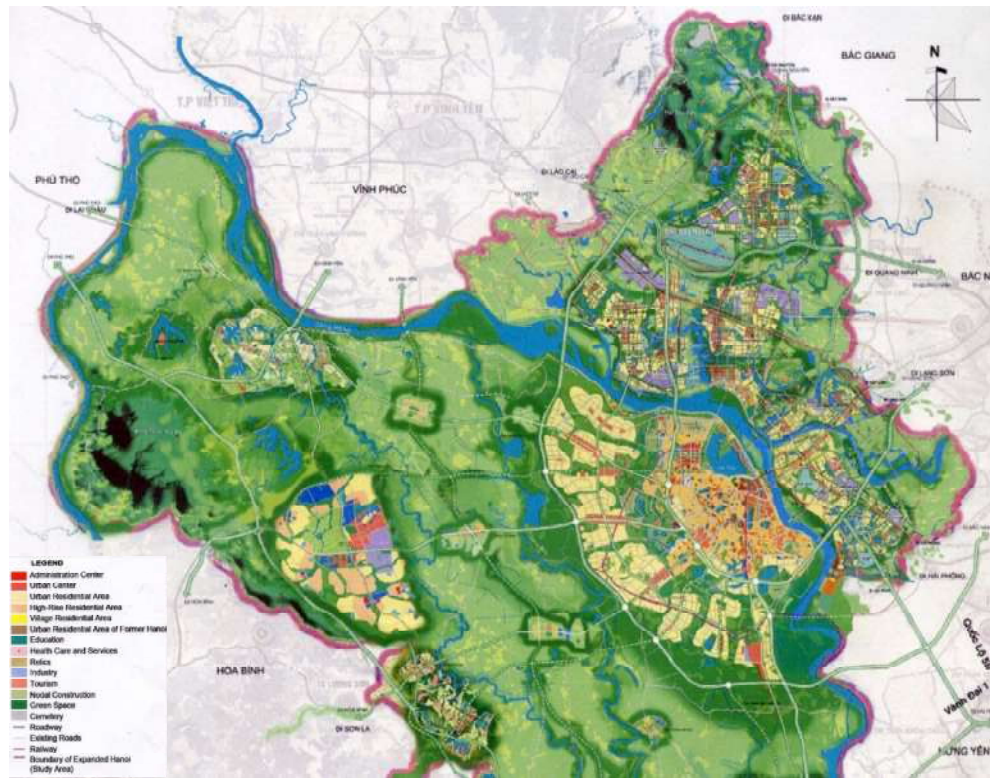


Fig. 4. Master plan de Hanoï, capitale pour 2030 avec vision à l'horizon 2050
Source: Sans objet

Le contexte vietnamien nous présente un territoire rural aussi dense avec une organisation spatiale bien pensée qui n'a rien à envier aux villes. On retrouve également de villes héritant depuis leurs formations de fortes composantes rurales.

La compréhension ou la définition de chaque ville ou territoire devra donc se faire selon les contextes de création et les éléments de composition. Avec un dépassement des *a priori* et surtout de la notion de dualité entre ville/campagne, qui pourrait être valable avec des limites bien précises ou des fonctionnements indépendants dans certains cas, sauf que dans celui où les relations entre ces deux s'entrelacent et garantissent un développement qui reste dans ce cas univoque de l'urbain au détriment du rural. Nos représentations des territoires doivent dorénavant mettre en avant cette composante villageoise comme un début pour son intégration, non

seulement sociale ou spatiale mais surtout dans la pensée générale de planification, du développement des villes ou des territoires. Pour Hanoï, la période marquant le déni total de sa composante majeure était celle de l'ouverture économique, le Bao Cap, sur les différentes échelles tant dans les visions de planification que dans les multitudes des projets urbains de quartiers industriels ou résidentiels. Les villages ont tous été relocalisés dans de nouvelles zones urbaines, ou transformés en espaces isolés parfois très contrariés par leur situation dans des zones inondables par exemple. De nombreux projets de grands ensembles ont été construits dans les interstices correspondant aux anciennes terres agricoles en forme de KTT (Khu Tap The).

Les villages qui avaient une connotation et un statut rural se retrouvent d'un seul coup face à une urbanisation contrainte. Ils se transforment et perdent leurs terres agricoles

ainsi que leurs fonctions de bases jusqu'à ce qu'ils deviennent des quartiers dans la ville. Ils perdent leur spécificité en juxtaposant des modèles urbains standardisés, ces secteurs ne gardent du rural que sa composition spatiale et sociale qui reste pour autant exclue du système urbain, ceci est même relevé lors de la représentation de la ville ou des nouveaux projets urbains de quartiers qui nient la présence de ces localités. Il reste à noter que la valorisation de ses secteurs se faisaient par le biais de ses architectures remarquables et leur valeur patrimoniale. La persistance de ces centres villageois est un élément assez important à prendre en compte comme une exception à la règle de l'extension par les processus faisant table rase et des terres agricoles et de leurs centres existants au profit de la cosmologie des modernes. Cela nous permettra dans le contexte actuel de repenser nos procédés de modernisation et d'ouverture au monde en parallèle avec une pensée de préservation des identités et du contexte des lieux.

C'est à partir du Doi Moi et les phases qui les ont suivies jusqu'à nos jours, que cette ville a pu franchir le cap et repositionner la question de la composition avec son espace villageois, ses terres agricoles et son espace naturel. Un début de représentation des villages dans le schéma directeur de 1992, était suivi en 1998, «Plan 108», par une pensée de croissance urbaine autour du Lac de Tay, dans une vision de son devenir de centre pour la ville futur avec aussi une absence de rôle structurant des villages dans le développement global de la ville.

Ce n'est qu'en 2007, à travers le programme HAIDEP que la planification prend véritablement en compte l'identité villageoise de Hanoï. Étant le premier plan qui dépassait les limites administratives de la ville province et prenant comme référence la disposition géographique du site. L'organisation proposée de l'occupation du sol est basée sur les typologies existantes, différenciées selon leurs fonctions et la hauteur des constructions. « Les villages sont intégrés au nouveau quartier résidentiel, entourés

d'un habitat projeté de faible hauteur ». Cette approche a révélé l'importance de mettre la lumière sur l'identité des lieux pour aménager leur environnement et ainsi mettre en valeur des villages (valeur patrimoniale, attractivité touristique) et leur capacité à servir au développement de l'habitat.

Ces projets de schémas HAIDEP ont eu un impact sur l'actuel Plan d'aménagement global de la capitale de Hanoi pour 2030 et vision 2050 .

La principale caractéristique du projet est la protection du corridor vert articulant le bassin versant des deux affluents de la rivière Rouge, les rivières Day et Bui et les villages villages existants et leur terrain agricole pour la conservation de cette zone ouverte et peu bâtie.

L'analyse de l'évolution des relations villes/villages de Hanoï par nos intervenants, dans le cadre du cours «Villes et Architecture en Asie - Métropoles d'Asie-Pacifique», révèle que les structures rurales ont persisté tout au long de l'histoire de la ville. Les mutations sur le plan social et spatial ont certes perturbé l'organisation des villages et le mode de vie de leurs habitants, qui ont cherché de nouvelles formes d'adaptation et de résistance en développant des circuits commerçants de recyclage de déchets ou de « sommeil rémunérateur », hébergement des migrants... Ceci fait qu'ils n'ont pas disparu au fil d'un processus d'urbanisation massive.

Sources

1— Cerise, Emmanuel «Ville millénaire entre projets et pratiques habitantes » , Novembre 2021, AUSse, Iprausr.

2—Fanchette Sylvie «Hanoi (Vietnam) : l'intégration des migrants dans la ville: Négociations pour l'accès au foncier des migrants collecteurs et commerçants de déchets recyclables » Octobre 2022, IRD, Institut de Recherche pour le Développement.

EVOLUTIONS

Territoire non résilient

Les territoires en développement peuvent-ils être résilients vis-à-vis du réchauffement climatique d'ici 2050?

le cas de Phnom penh

Jephté M'Vila

Territoire éphémère

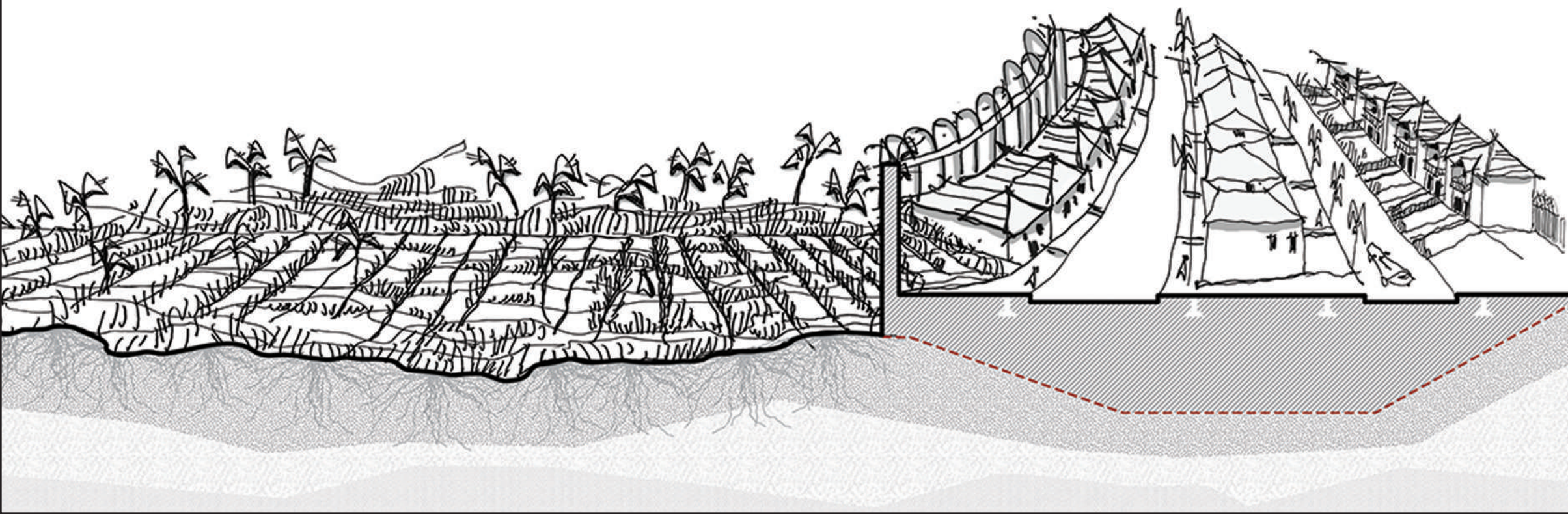
Apprendre des Villes Cinétiques, Cambodge

Jasmine Moussallem

Territoires nouveaux

Neom, Eko Atlantic, Sissi-city de nouvelles villes, sorties de nulle part, pour un meilleur avenir?

Amir Koubaa



Territoire éphémère

Apprendre des Villes Cinétiques, Cambodge

Jasmine Moussallem

« Les villes se composent de deux éléments occupant son spectacle urbain ; la Ville Statique, construite à partir de matériaux plus permanents tels que le béton, l'acier et la brique, elle forme une entité bidimensionnelle sur les cartes de ville conventionnelles. Contrairement à la Ville Cinétique, qui est une ville en mouvement, une entité pluridimensionnelle de développement incrémental. »

Ainsi écrit Rahul Mehrotra dans un essai intitulé « The Static and The Kinetic », un article qui espère mettre en lumière une perspective souvent négligée de l'environnement urbain. La Ville Statique, comme le décrit Mehrotra, est depuis longtemps l'objet d'étude des architectes et des urbanistes du monde entier : elle est une cible évidente pour la documentation graphique et l'analyse. Son nom révèle beaucoup de sa nature : c'est une ville de monuments, de permanence, d'architecture. La Ville Statique est intrinsèquement physique : elle repose sur le tangible de manière explicite pour sa représentation et sa reproduction. Ses représentations les plus connues se trouvent par exemple dans les dessins planimétriques de terrain de Nolli de Rome, qui décrivent l'espace public/privé comme un diagramme cartographique « solid-void » en deux dimensions. Cette vision de la ville, cependant, la représente comme si elle était vidée de sa population.

En revanche, Mehrotra pose la Ville Cinétique comme un nouvel angle à travers

lequel observer et analyser l'environnement urbain contemporain. Le Cinétique a toujours existé, dans des flux et des reflux qui engloutissent la Ville Statique, mais le Cinétique a étrangement échappé à une investigation formelle jusqu'au tournant du XXI^e siècle. La Ville Cinétique est de nature temporaire et souvent construite avec des matériaux recyclés : métaux récupérés, plastique, toile et bois de rebut. Elle n'est pas nécessairement informelle. Les significations de l'espace urbain sont en changement perpétuel et dépendent de chaque réappropriation. L'espace urbain est consommé, réinterprété et recyclé. La Ville Cinétique recycle la Ville Statique pour créer un nouveau spectacle urbain.

Avec les mots de Mehrotra, nous percevons une nouvelle conscience : l'architecture n'est qu'un élément de l'environnement urbain contemporain, et une analyse du Statique seul ne peut prétendre décrire ses subtilités. Comme le souligne Mehrotra, « la Ville Statique, dépendante de l'architecture pour sa représentation, n'est plus l'image unique par laquelle la ville est lue ». Elle se modifie et se réinvente constamment. La ville statique, et de nature plastique est plus souvent située dans le paysage élastique de la ville cinétique.

Aujourd'hui, plusieurs formes d'urbanisme coexistent dans le spectacle urbain de Phnom Penh. Ces formes urbaines lui donnent son caractère dynamique, malgré la présence de plusieurs formes

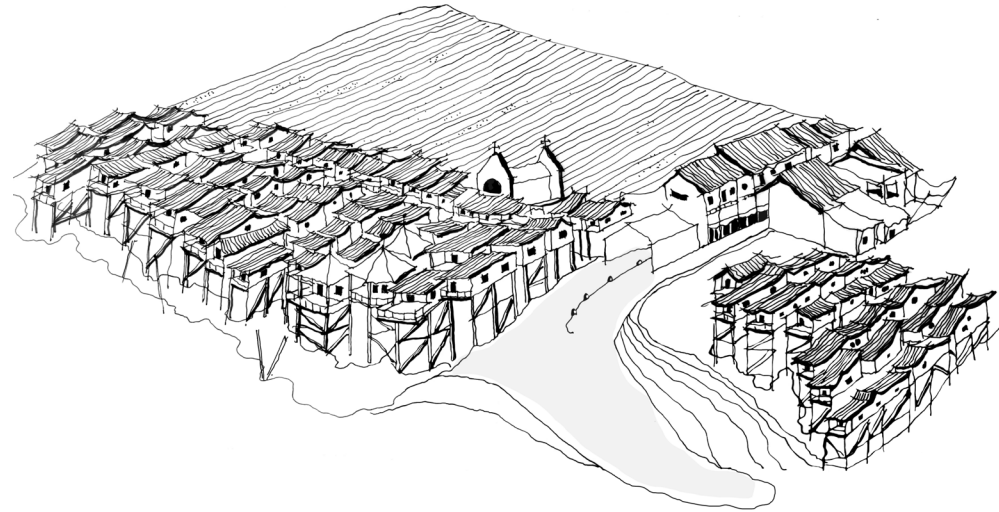


Fig. 1. Village des pêcheurs Vietnamiens, à Arey Ksat, Cambodge
Source: Elaboration personnelle

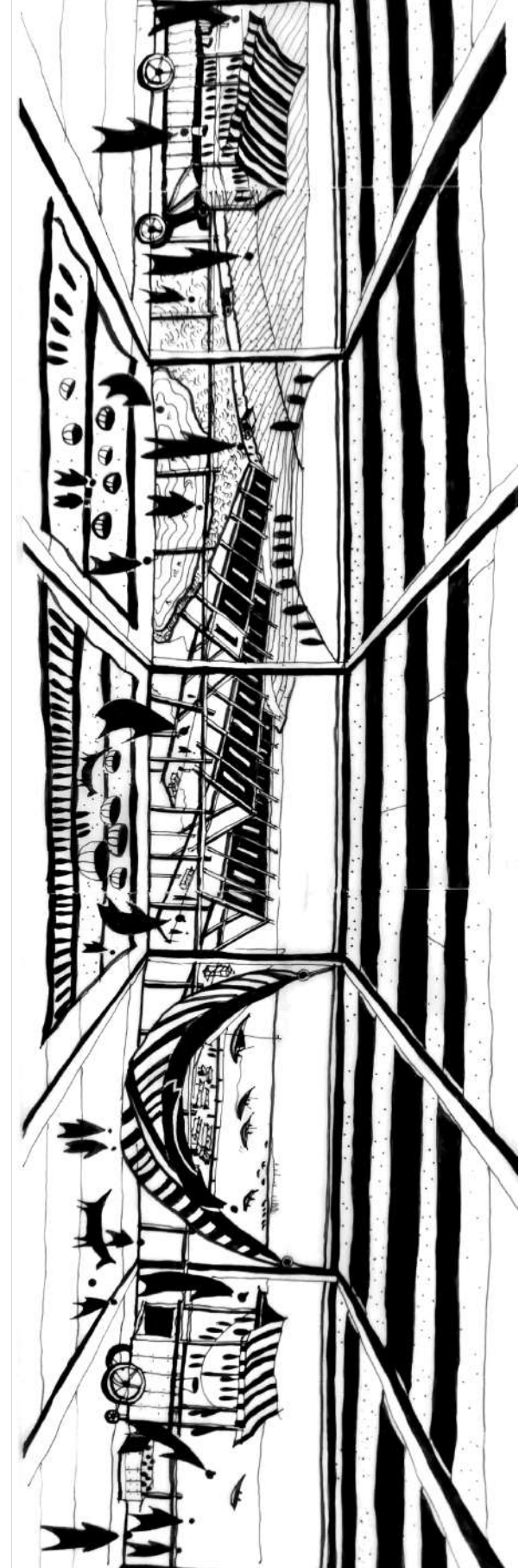
d'urbanisme (qu'il s'agisse d'un urbanisme colonial, un urbanisme moderne, le fruit de la mondialisation, ou des formes d'urbanisme spontanées) se fondent en réalité dans une manifestation simultanée, souvent kaléidoscopique, qui génère une variété de conditions urbaines, l'urbanisme en tant que condition élastique.

Les processions, les mariages, les festivals indigènes, les vendeurs ambulants et les habitants des installations informelles créent tous un paysage urbain en perpétuelle transformation – une ville en mouvement perpétuel où le tissu urbain lui-même est caractérisé par un changement continu. Le festival de l'eau par exemple, est une célébration de la renaissance du pays à travers les pluies de mousson, et les courses de bateaux colorés sont un vestige de l'ancienne puissance militaire d'Angkor. Célébré lorsque le Cambodge marque la fin de la saison des pluies et le changement de direction du fleuve Tonlé Sap, cet événement attire plusieurs

millions de personnes chaque année. Un autre exemple de festivals, le Nouvel An Khmer, une célébration marquant la fin de la saison des récoltes et le début d'une nouvelle année. Les gens construisent une grande colline pointue de sable où les cheveux du Buddha sont enterrés. Ces dynamiques créent un paysage urbain en changement continu chargé de significations culturelles et intangibles.

Selon la Banque asiatique de développement (BAD), 95% de l'emploi au Cambodge, est assuré par le secteur informel qui représente l'épine dorsale de l'économie du pays. Des commerces qui débordent le rez de ville, des vendeurs de rue qui restent toute une journée, des vendeurs ambulants qui se déplacent dans un rythme nomadique, même des mariages se manifestent dans les espaces interstitiels de la ville. Les ruelles deviennent des théâtres de sociabilité et de production économique, qui vont chorégraphier les scènes rythmiques d'un ballet urbain.

Fig. 2. Milieu commerçant, Marché flottant Phnom Penh
Source: Elaboration personnelle – dans le cadre de l'atelier «Villes Asiatiques»



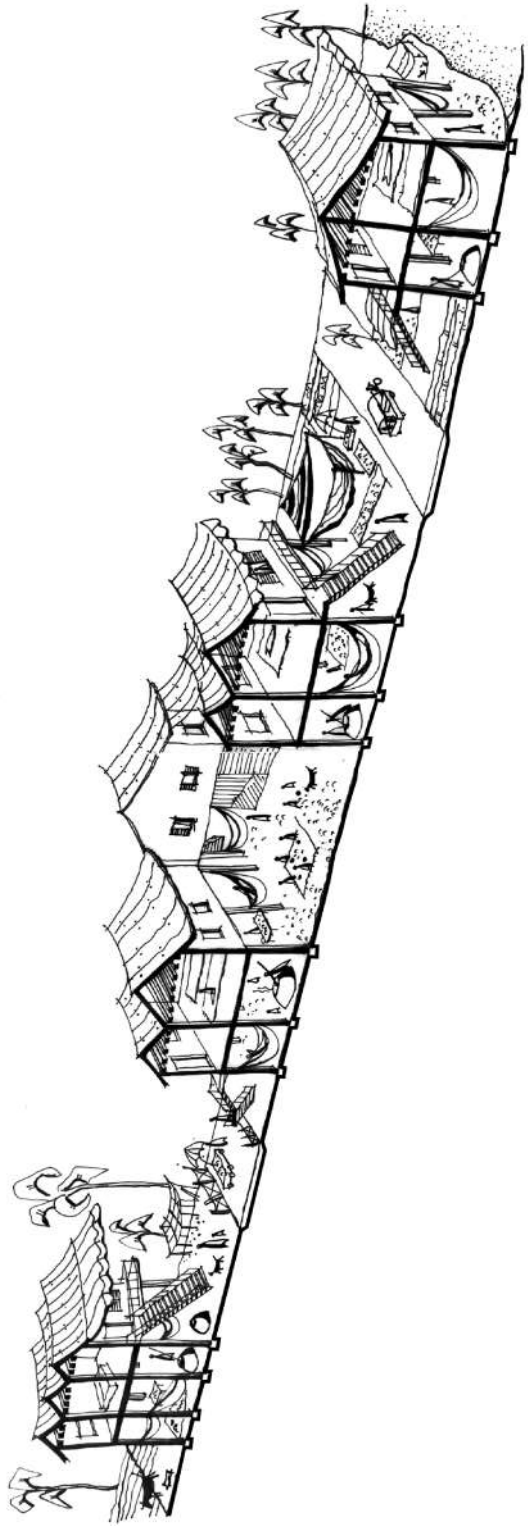


Fig. 3. Ruralité et porosité, Arey Ksat, Phnom Penh
Source: Elaboration personnelle



Fig. 4. Participants prepare for the dragon boat race during the annual Water Festival
Source: AFP

Pour Mehrotra, les éléments constitutifs de la Ville Cinétique ne sont pas des éléments d'architecture, mais des espaces qui ont une valeur associative et qui soutiennent la vie et les moyens de subsistance de leurs habitants. Cette conception de la ville se situe bien hors les limites des cartes de Nolli. Cependant, je suis persuadée que c'est extrêmement crucial de considérer l'architecture en tant qu'ensemble urbain démontable de la Ville Cinétique. Qu'elle soit "informelle" ou "formelle", l'architecture précaire s'intègre subtilement dans son contexte. Ces constructions recyclent leurs ressources, et participent à la temporalité du paysage. Elles sont étroitement liées aux cycles saisonniers du Cambodge, en particulier aux périodes de mousson et d'inondation.

L'impermanence peut-elle être avantageuse dans l'imagination des villes et des lieux d'habitation sans refaire des allers-retours ? Les architectes construisent des permanences qui ont souvent du mal à être

absorbés par la ville. Ne pourraient-ils pas être des structures nomades, démontables, des espaces de flux d'énergie, mais dans un cadre d'ensembles urbains ? Sommes-nous vraiment, dans nos villes, dans notre imagination de l'urbanisme, en train de trouver des solutions permanentes pour des problèmes temporaires ? Enfermons-nous des ressources dans des paradigmes dont nous ne savons même pas s'ils seront pertinents dans une décennie ? Comment situons-nous l'éphémère en tant qu'outil de conception et de planification ? L'urbanisme doit être considéré comme une exigence selon laquelle les conceptions de l'urbanisme doivent créer et faciliter des environnements temporels et élastiques.

En bref, l'impermanence est plus grande que la permanence et plus grande que nous tous ; les villes, les gens, l'architecture viendront et partiront, mais la planète est là pour rester, il faut par conséquent penser à exercer un impact minimal.

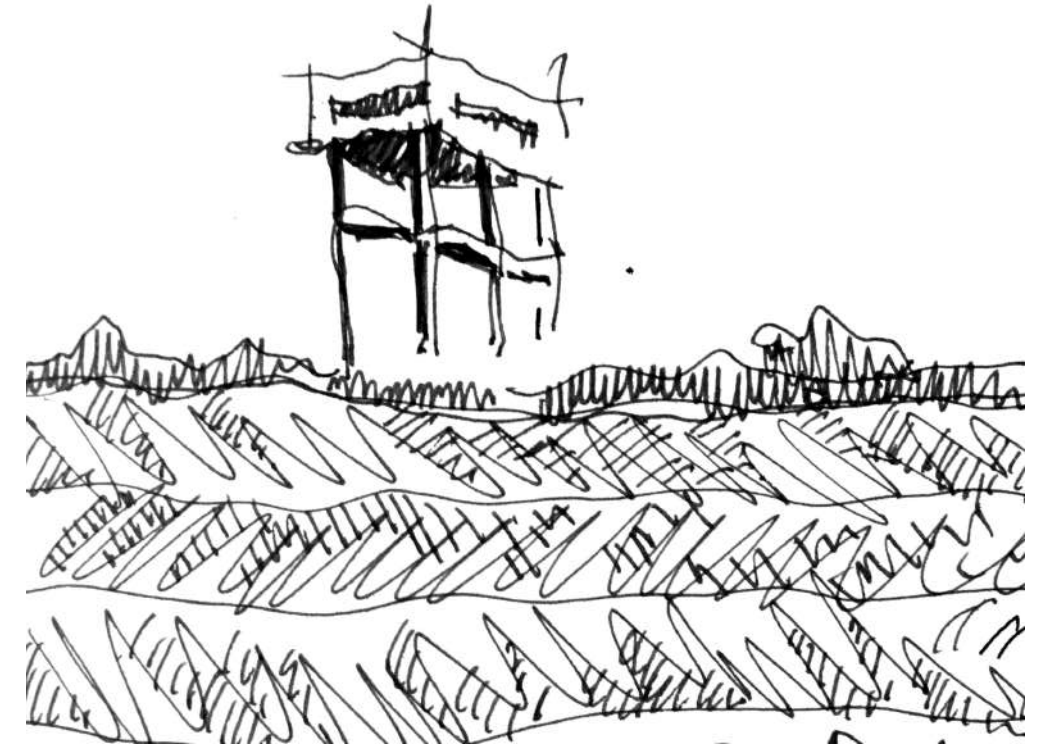


Fig. 5. Habitat flottant, Cambodge
Source: Elaboration personnelle

1— Mehrotra, Rahul, «The Indian city kinetic: consuming, reinterpreting and recycling spaces » *The architectural review*, 02 Mai 2018, <https://www.architectural-review.com/essays/the-indian-city-kinetic-consuming-reinterpreting-and-recycling-spaces>

2— Mehrotra, Rahul, «Excerpt from *The Kinetic City & Other Essays: The Permanent and Ephemeral*» Harvard University Graduate School of Design, 29 Novembre 2021, <https://www.gsd.harvard.edu/2021/11/excerpt-from-the-kinetic-city-other-essays-the-permanent-and-ephemeral-by-rahul-mehrotra/the-kinetic-city-other-essays-the-permanent-and-ephemeral-by-rahul-mehrotra/>

3— Mut, Somoeun «Khmer Culture: Khmer new year » Slideshare, 02 Février 2018, <https://www.slideshare.net/MutSomoeun/khmer-culture-khmer-new-year>

4— Nicseybon, Samoeun, «Floating Communities, Many Vietnamese, Uprooted by Phnom Penh Evictions», VOD, 11 Juin 2021, <https://vodenglish.news/floating-communities-many-vietnamese-uprooted-by-phnom-penh-evictions/W>

5— Sekhani, Richa, «Street vending in urban 'informal' markets: Reflections from case-studies of street vendors in Delhi (India) and Phnom Penh City (Cambodia)», *Science Direct*, Juin 2019, <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0264275118303627>

6— Mathew, Manoj, «93% Cambodia workers in informal sector: ADB» *Khmer Times*, 17 Mai 2022, <https://www.khmertimeskh.com/501076646/93-cambodia-workers-in-informal-sector-adb/>

Territoires ‘nouveaux’

Neom, Eko Atlantic, Sissi-City... de nouvelles villes, sorties de nulle part, pour un meilleur avenir ?

Amir Koubaa

La plus populaire d’entre elles Neom.. Ces villes futuristes , communément appelées «nouvelles villes» sont en explosion à l’échelle mondiale, mais particulièrement en Afrique et en Asie. On en compte aujourd’hui plus de 200 dans le monde¹. Plus vertes, plus efficaces, plus connectées, ces villes promettent toutes un meilleur monde. Alors, que peuvent réellement offrir ces nouvelles villes ?

C’est quoi une nouvelle ville ?

je décrirais personnellement les nouvelles villes comme un ensemble de communes, qui naît généralement d’une volonté politique, et qui se construisent sur un emplacement géographique peu ou pas habité. Elles prennent généralement place dans une zone auparavant rurale. « Ces villes ne sont pas pensées comme des banlieues, mais comme des villes indépendantes gérées par des maires, avec leurs propres noms et marques de commerce. » selon Sarah Moser, professeure au Département de géographie à l’Université McGill, dirige le New Cities Lab, qui étudie et documente l’explosion mondiale de nouvelles villes dans le monde. L’objectif des nouvelles villes à premier abord, est de proposer un environnement durable et de meilleures conditions de vie aux habitants.

La réalité est bien évidemment toute autre... De par leurs inscriptions sur des milieux préalablement rurales, ces nouvelles

villes induisent des profonds bouleversements environnementaux. Pour donner naissance à des tours à l’image de Dubai et des jardins florissants au milieu du désert, on peut imaginer la quantité d’énergie et d’eau requise pour la la nouvelle ville égyptienne « Sissi-city », un projet pharaonique voulu par le président Abdel Fattah al-Sissi², la «nouvelle capitale» de l’Egypte qui sort des sables à 50 km du centre du Caire

Sur les bords de la mer rouge, une nouvelle ville est en train de se construire: Neom. Cette ville verte du royaume saoudien promet une révolution tant architecturale que environnementale. “ Aucune route, aucune voiture , aucune émission “ , voici les trois premières lignes qui s’affichent sur le site officiel de Neom prouvant l’ambition environnementale de la ville. Un engagement parfaitement contestable quand on sait que cette ville “ durable “ promet aussi des pistes de ski en plein air en plein désert.

Derrière cette nouvelle ville, un rêve.. Celui de Mohamed Ben Salmane, le prince héritier du royaume Saoudien..Après avoir convaincu son royaume de dépenser près de 500 millions de dollars pour financer son projet, l’homme d’affaires multiplie les déplacements internationaux pour faire venir des investisseurs étrangers dans son aventure. Une réalité qui ne fait pas exception. En effet, la prédominance du secteur privé dans le développement des nouvelles villes



Fig. 1. Image de synthèse de Neom | The Line
Source: neom.comt

est un aspect à considérer pour comprendre l’objectif derrière la naissance de ces villes du futur.

Des nouvelles villes pour tous ?

Ce sont des villes conçues par les élites, pour les élites. Elles mobilisent des capitaux colossaux qui sont le fruit des investisseurs qui choisissent l’immobilier pour stocker et faire fructifier leur argent. Il semble que ces investisseurs ne poursuivent finalement pas d’autre but que de générer du profit aux investisseurs. «Pendant que l’on construit des nouvelles villes, des fonds ne sont pas investis pour améliorer les villes existantes»¹, explique Laurence Côté-Roy, un chercheur doctorant à l’Université de Montréal qui a étudié le sujet des nouvelles villes au Maroc.

En 2017, des milliers de Nigériens ont lutté contre des inondations, la ville de Lagos a été fortement touchée ,sauf son île

artificielle Eko Atlantic, qui a été épargnée. Ce Dubai africain, construit en plein milieu du Nigeria, est protégé par une grande muraille contre les tempêtes et intempéries. On peut donc se demander si «face au développement massif des nouvelles villes, les populations les plus pauvres et même les classes moyennes seront-elles tout autant protégées face aux catastrophes naturelles ?». Certains experts affirment que le mur protégeant la nouvelle ville nigérienne risque de favoriser en conséquence les inondations dans plusieurs autres endroits du Lagos ³.

Ces nouvelles villes posent donc un vrai problème de justice sociale et creusent un peu plus le fossé entre les différentes classes sociales. Sans oublier le fait que plusieurs populations autochtones ont été dépossédées de leur territoire en vue de la création de ces nouveaux projets. A l’image de ce qui s’est passé en chine, pour la construction d’une

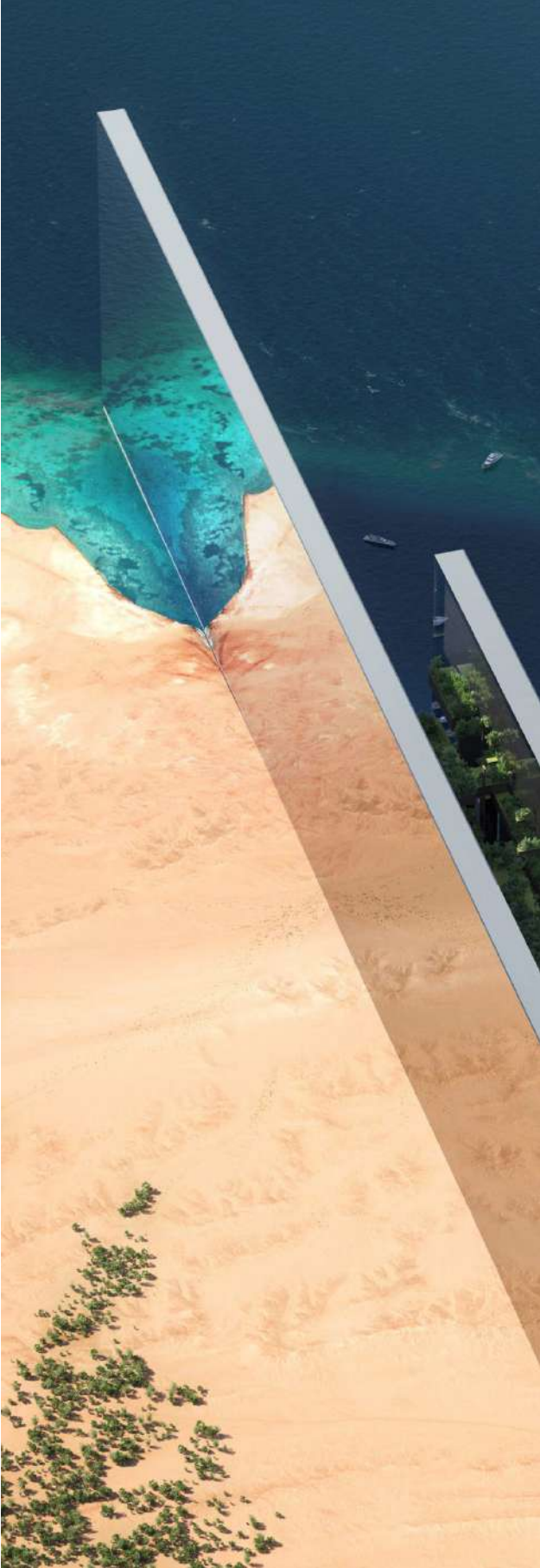


Fig. 2. Image de synthèse de Neom | The Line
Source: dezeen.com



Fig. 3. Image de synthèse de Neom | The Line
Source: dezeen.com



Fig. 4. Une vue plongeante sur le toit de la gare de Xiong'an
Source: french.china.org.cn

gare dans la nouvelle ville de Xiongan, un village de 700 habitant a été rasé³.

“ Cela ne devrait pas être une surprise si le projet Xiongan blessait les locaux... Cela n’a jamais été conçu pour leur bénéfice ». déclarait en 2018 à Bloomberg, Derek Scissors, économiste en chef au China Beige Book de Washington.

Et la politique ?

Outre les problématiques environnementales et sociales que posent ces nouvelles villes, la question politique n’est pas à négliger. Ces villes ne sont pas pensées comme des banlieues mais comme des villes parfaitement indépendantes gérées par des mairies. La gouvernance de ces villes revient donc en exclusivité à leurs investisseurs.

On retrouve ce cas de figure également dans le désert du Nevada, une nouvelle ville doit voir le jour. Telosa est le fruit de

l’imagination du milliardaire Marc Lore , l’entrepreneur souhaite constituer une nouvelle ville capitaliste, communiste et antithétique, il compte par exemple supprimer la taxe de propriété. Que sa vision soit réalisable ou non, cela démontre bien que ces nouvelles villes ou plutôt ces villes privées sont pensées par leur créateur. Ces riches investisseurs auront donc un contrôle absolu sur la loi, l’économie, l’éducation..

Ces nouvelles villes sont-elles rentables

En Inde, la nouvelle ville Lavas inspirée de la célèbre ville italienne Portofino a été construite pour devenir un véritable paradis pour les riches retraités indiens, même si aujourd’hui elle ne compte que 10 000 habitants, bien loin de l’objectif de 50 000 habitants. Son constructeur Ajit Gulabchand, magnat du BTP, a été vite confronté à la réalité du terrain : un projet coûteux qui a asséché ses comptes en banque,



Fig. 5. Lavasa, une réplique de Portofino
Source: lesechos.fr

un gouvernement indien réticent face aux problématiques environnementales que causent la construction de cette nouvelle ville.. Aujourd’hui la ville est laissée à l’abandon, en cessation de paiements, la cité désormais en ruine est familière des coupures d’eau et d’électricité. Les entreprises et les investisseurs qui s’étaient installés à Lavasa ont rapidement plié bagage³.

Lavas ne fait pas exception, plusieurs autres nouvelles villes se retrouvent aussi confrontées à des difficultés financières et des projets difficilement réalisables. Ces villes souvent élaborées par des développeurs et promoteurs immobiliers qui vendent une image séduisante avec des projets complètement déconnectés de la réalité économique, sociale et environnementale de notre monde peuvent en quelque sorte se transformer en une ville fantôme.

Sources:

- 1— Moser, Sarah «Nouvelles villes, meilleur monde?», Artcile, IN: www.ledevoir.com 29 Juillet 2019,
- 2— Fanceinfo Culture «Urbanisme : en Egypte la «Sissi-city», une nouvelle ville pharaonique, sort des dunes » Franceinfo, Article, 15 Novembre 2021, www.francetvinfo.fr
- 3— Colombo, Léa «Ces 7 villes du futur sorties de nulle part » LesEchos, Article, IN: www.lesechos.fr, 15 Février 2022

Territoire non résilient

Les territoires en développement peuvent-ils être résilients vis-à-vis du réchauffement climatique d'ici 2050 ? Cas de Phnom Penh
Jephté M'vila

Le réchauffement climatique est l'un des défis les plus pressants de notre époque et je pense qu'il a des conséquences profondes sur les territoires du monde entier. De nombreux experts sur la question, notamment le GIEC, nous mettent en garde sur les impacts du changement climatique, tels que l'élévation du niveau de la mer, les événements météorologiques extrêmes et les modifications des régimes de précipitation. Dans ce contexte, la notion de résilience territoriale devient essentielle pour aider les communautés à s'adapter et à faire face aux effets du réchauffement climatique.

L'ADEME définit la résilience des territoires comme la capacité « d'anticiper des perturbations, brutales ou lentes, d'en atténuer ou absorber les effets, de se relever et de rebondir grâce à l'apprentissage, l'adaptation et l'innovation, mais aussi d'évoluer vers un état en équilibre dynamique préservant ses fonctionnalités ». Au regard des enjeux du réchauffement climatique, je pense qu'il est essentiel de mettre en place des mesures d'adaptation qui permettent de réduire la vulnérabilité des territoires face aux risques climatiques. Cela peut inclure des mesures d'atténuation, telles que la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que des mesures d'adaptation, telles que l'amélioration d'infrastructures face aux catastrophes et la mise en place de systèmes d'alerte précoce. En anticipant les risques climatiques et en mettant en œuvre des mesures appropriées, les territoires

peuvent à mes yeux, réduire leur vulnérabilité et minimiser les impacts négatifs du réchauffement climatique. Ces mesures d'adaptation doivent être combinées avec une gestion durable et efficace des ressources naturelles. Cela peut inclure la promotion de l'agriculture durable, la préservation des écosystèmes naturels et la gestion efficace de l'eau. Par conséquent, la résilience nécessite aussi des investissements à long terme. Les territoires doivent être en mesure de mobiliser des ressources financières pour mettre en œuvre des moyens d'adaptation et de renforcement de la résilience. Cela peut nécessiter des mécanismes de financement innovants et des politiques incitatives pour encourager les investissements dans des infrastructures durables et résilientes.

En tant qu'acteur de la fabrique des territoires, je pense qu'il est important de se saisir de la planification territoriale et de la législation pour mettre en œuvre la résilience. Les politiques d'aménagement peuvent intégrer la dimension de la résilience à partir du moment où elles prennent en compte les risques naturels, les enjeux environnementaux et les besoins socio-économiques des territoires. Cela signifie que les communautés locales, les acteurs économiques, les organisations de la société civile et les décideurs politiques doivent travailler ensemble pour développer des stratégies adaptées aux besoins spécifiques de chaque territoire. Une approche participative permet de renforcer la résilience sociale

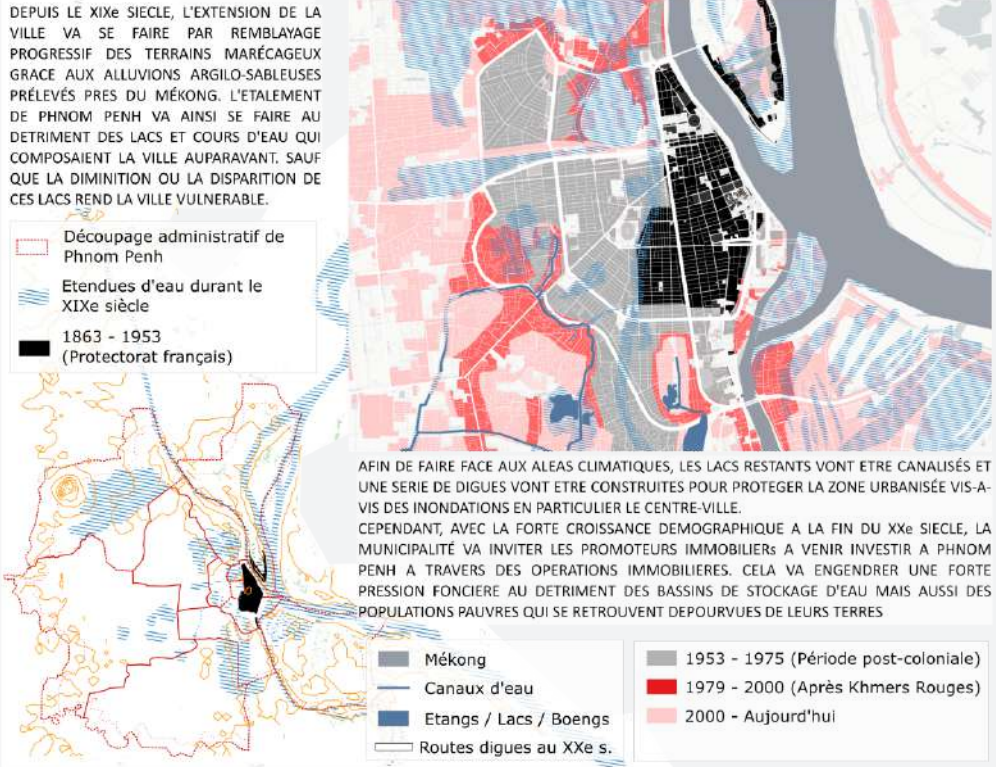


Fig. 1. Evolution de l'urbanisation de Phnom Penh au détriment des bassins de stockage d'eau
Source: Jephté M'vila

et de promouvoir la cohésion au sein des territoires.

Un territoire sera plus ou moins résilient en fonction de la nature des stratégies de développement des pouvoirs publics. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui tous les territoires ont des degrés de résilience différents. Des contextes préalables influencent également ces stratégies, notamment les contextes géographiques, historiques, climatiques, politiques, économiques, sociaux, etc. Ces conditions préalables peuvent expliquer pourquoi aujourd'hui il existe des différences significatives entre les pays développés et les pays en développement, en matière de résilience.

Les pays développés tels que la France ont généralement des ressources financières, technologiques et institutionnelles plus importantes ainsi que des capacités techniques et scientifiques avancées, qui leur permettent de mettre en place des mesures plus efficaces.

En revanche, pour avoir visité de nombreux pays en développement, j'ai constaté qu'ils sont souvent confrontés à des contraintes de ressources et à des capacités techniques limitées pour faire face aux défis climatiques. Ils doivent souvent affronter des problèmes tels que la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable, la gestion des ressources naturelles, la prévention des catastrophes, etc. Par conséquent, la résilience dans ces pays nécessite une approche plus contextuelle, prenant en compte les spécificités culturelles, sociales et économiques. C'est notamment le cas de Phnom Penh.

Phnom Penh est la capitale du Cambodge, un pays situé en Asie du Sud-Est. C'est la plus grande ville du pays et son centre politique, économique et culturel. Phnom Penh se trouve au confluent de trois rivières importantes : le Mékong, le Bassac et le Tonlé Sap. Du fait de sa situation géographique dans la péninsule indochinoise, elle a toujours été



Fig. 2. Quartier de Boeung Salang, Phnom Penh (Cambodge)
Source: Jephté M'vila

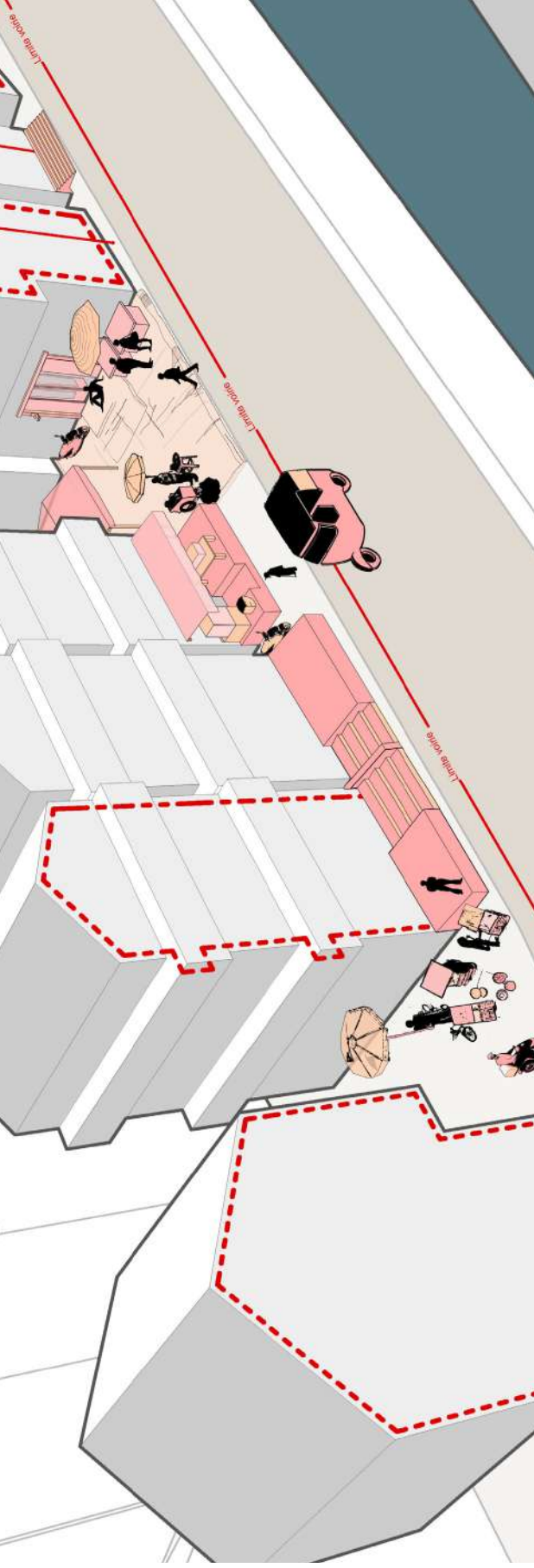


Fig. 3. Quartier de Stuen Mean Chey, Phnom Penh (Cambodge)
Source: Jephité M'villa



Fig. 4. Les processus de remblaiement engendrant des inondations de plus en plus intenses
Source: Images d'Andy Ball, Université de Southampton

soumise à un climat de mousson et aux crues du Mékong. C'est ainsi que depuis le XIXe siècle, la ville dispose de lacs et d'étendues d'eau permettant de stocker et de drainer les eaux usées et pluviales de la capitale. Toutefois, avec la croissance démographique intense depuis la fin du XXe siècle (après la guerre civile de 1975 - 79), on assiste à une forte pression foncière engendrant une diminution voire une disparition de ces étendues d'eau par des processus de remblaiement. Cette diminution des lacs est principalement due aux opérations immobilières de luxe développées par les investisseurs et promoteurs privés, grâce à l'autorisation des autorités locales qui leur vendent le foncier. Face à cette situation, de nombreux experts internationaux « mettent en garde les pouvoirs publics et investisseurs privés contre l'assèchement de ces réservoirs naturels de stockage des eaux de pluie et usées qui augmente les risques d'inondation dans la capitale ».



D'autant plus que les processus d'acquisition foncière engendrent également des inégalités sociales. En effet, la forte croissance urbaine et l'expansion des investissements dans le secteur immobilier a aussi eu pour conséquence l'éviction de population pauvres afin de générer du foncier constructible. Ces déplacements forcés sont souvent justifiés par le fait que les communautés ciblées ne possèdent pas de titres de propriété formels.

Face à ces logiques de développement, la ville de Phnom Penh apparaît de plus en plus comme étant vulnérable au réchauffement climatique et en subit déjà les conséquences. L'une des conséquences les plus notables est l'augmentation des températures accentuée par les phénomènes d'îlot de chaleur frappant la capitale et causés par l'artificialisation des sols, le manque d'espaces verts, l'augmentation de la population et la densification urbaine. Ces vagues de chaleur intenses ont un impact

sur la santé des habitants, en particulier sur les personnes âgées et les enfants. De plus, la hausse des températures contribue à l'augmentation de la demande en énergie pour la climatisation, ce qui exerce une pression supplémentaire sur les ressources énergétiques de la ville. Les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations deviennent aussi de plus en plus fréquents et intenses, engendrant des pertes économiques, des pénuries d'eau, des dommages sur les infrastructures essentielles, etc.

Cependant, du fait de son urbanisation assez tardive, la priorité de la municipalité n'est pas au maintien de l'équilibre écologique mais plutôt au développement économique. Malgré les premiers effets pressentis du réchauffement climatique sur la capitale, la municipalité considère ce développement comme nécessaire car il produit de la richesse.

Toutefois, ce modèle n'est pas durable. Pour que Phnom Penh devienne une ville résiliente tout en assurant une croissance urbaine durable, il est nécessaire de mettre en place une planification urbaine solide et de la respecter. Cela comprend la mise en place de normes de construction, la gestion efficace de l'utilisation des terres, la préservation des zones naturelles pour réduire les risques environnementaux, la création d'espaces verts pour favoriser l'infiltration des eaux pluviales et ainsi réduire les inondations dû aux remblais des étendues d'eau. Aujourd'hui la logique utilisée par la municipalité de Phnom Penh pour faire face aux inondations lors des saisons de pluie, c'est d'évacuer les eaux pluviales dans des canaux à ciel ouverts servant aussi à drainer les eaux usées. L'infiltration des eaux pluviales est peu pratiquée, ce qui explique la forte imperméabilisation des sols. A mon avis, Phnom Penh doit développer des stratégies de gestion des risques de catastrophes pour faire face aux inondations, aux sécheresses et à d'autres phénomènes météorologiques extrêmes. Cela peut inclure la construction d'infrastructures de drainage mais il ne faut pas s'y limiter, puisqu'il est aussi nécessaire d'aménager des zones d'infiltration des eaux

pluviales afin notamment de pouvoir stocker l'eau (par exemple via les nappes phréatiques qui sont des grands réservoirs naturels) et la réutiliser lors des périodes de sécheresse. Les stratégies de gestion des risques naturels passent aussi par l'amélioration de la résistance des bâtiments et la sensibilisation de la population aux mesures d'urgence.

Sans oublier que la résilience d'un territoire vis-à-vis du réchauffement climatique passe également par une population qui sait s'adapter aux risques. De ce fait, il n'est pas concevable de planifier des aménagements favorisant les inégalités sociales. Il est donc nécessaire d'impliquer les communautés locales dans les processus de prise de décision. Cela comprend la sensibilisation aux enjeux du changement climatique, la formation sur les pratiques agricoles durables, la création de mécanismes de participation communautaire, etc. A Phnom Penh, il est aussi nécessaire de mettre en place des mesures de protection des droits fonciers pour sécuriser les communautés vulnérables, de promouvoir des solutions équitables lors d'éventuels conflits fonciers et de garantir des logements décents et durables aux populations déplacées. En combinant ces mesures, Phnom Penh peut renforcer sa résilience, protéger ses habitants et s'adapter aux défis liés au changement climatique, à la pression foncière et à la croissance urbaine..

Bibliographie

- 1— Ademe «Augmenter la Résilience des territoires», Septembre 2021. <https://infos.ademe.fr/magazine-septembre-2021/dossier/augmenter-la-resilience-des-territoires/>
- 2— LesEchos «Quand l'élite cambodgienne ensable les lacs de Phnom Penh et que le reste de la population s'enlise dans la pauvreté», Décembre 2022. <https://www.lesechos.fr/weekend/planete/quand-lelite-cambodgienne-ensable-les-lacs-de-phnom-penh-1915205>

TEAM DSA 2022-2024



Alonso Lopez
EL PRESIDENTE



Jasmine Moussallem
J000000...00D



Diego Olguín Leiva
EL JEFE



Abel Gaugry
L'INGE-VÉGÉ



Rachelle Mekhael
LONG LIVE



Sofiane Mouri
SOSO



Dorian Cardon
MARSEILLE BB



Sarah Rodriguez
MIMOUN



Ella Kfoury
ET LÀ



Jad Oueidat
CALLING ME FAAAT ?



Samia Lamgamat
HALAL



Amir Koubaa
ANGKOR BEER



Jephté M'vila
CALL ME JAAAY

La Marge ? Qu'est-ce que c'est ?

La Marge, c'est le Journal des étudiants de première année du DSA Projet-Urbain de l'ENSA-Paris-Belleville. Il s'agit d'un projet éditorial exploratoire mené en autonomie par les étudiant·e·s au cours des deux premiers semestres de la formation.

Au grès de leurs envies, ils explorent les à-côtés des enseignements qu'ils reçoivent au DSA, racontent leurs questionnements et leurs envies. Ils retracent les temps-forts de cette année passée ensemble, dans la salle Diderot et sur le terrain.

Accompagnés par Julien Gineste dans la conception de la maquette graphique, les étudiant·e·s se relaient tour à tour pour accomplir les différentes tâches

qui conduisent à la conception de cette publication – du choix des typographies jusqu'au façonnage du document.

Cette compilation des contributions des étudiants reflète à la fois la diversité des parcours et des origines de chacun·e, mais aussi les particularités de l'effectif qui forme cette promotion.

Le journal est un outil d'échange entre les ancien·ne·s et les nouveaux·elles étudiant·e·s et de communication vers l'extérieur.

Le projet est soutenu par l'École d'Architecture de Paris-Belleville qui prend en charge les impressions. Le #1 a été imprimé en 100 exemplaires en juin 2022.

Arthur Poiret – enseignant du DSA

